

Listes des acronymes et des abréviations.

AGETAC ou GATT : Accord General sur les Tarifs et le Commerce

AGOA : African Growth Opportunity Act

BCM : Banque Centrale de Madagascar

BIT : Bureau International du Travail

CNUCED : Conférences des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

ENEMPSI : Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel

FMG : Franc Malagasy

FMI : Fonds Monétaire International

IDE : Investissements Directs Etrangers

INSTAT : Institut National de la Statistique

INSTAT/DSM : Direction des Statistiques des Ménages de l'INSTAT

INSTAT/DSY : Direction des Synthèses Economiques de l'INSTAT

IPF : Investissement de Portefeuille

IRD : Institut de Recherche pour le Développement

KEG :Kaldor's Engine of Growth

MAP : Madagascar Action Plan

NPI : Nouveaux Pays Industrialisés

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OIT : Organisation Internationale du Travail

OLI : Organisation Localisation Internalisation

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PAS : Programme d'ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPA : Parité du pouvoir d'Achat

R&D : Ressources et Développement

UE : Union Européenne

UEM : Union Economique et Monétaire

VAM : Valeur Ajoutée Manufacturière

WDI : World Development Indicator

ZFI : Zones Franches Industrielles

LISTE DES TABLEAUX.

Tableau 1 : Part de la population active dans le PIB et dans les secteurs d'activités économiques	19
Tableau 2 : Part du secteur dans le PIB entre 2000 et 2004.....	20
Tableau 3 : Statistiques descriptives de la croissance économique de 5 pays Africains.....	24
Tableau 4 : Evolution moyenne de la croissance économique et exportations en Afrique entre 2000 et 2010.....	27
Tableau 5 : Evolution des effets des facteurs structurels sur l'ouverture aux échanges.....	34
Tableau 6 : PIB constant et Exports constant entre 1975 et 2009.....	35
Tableau 7 : Test de stationnarité du PIB et de l'exportation.....	36
Tableau 8 : Test de cointégration du PIB et de l'exportation.....	36
Tableau 9 : Test de causalité de Granger du PIB et de l'Exportation.....	37
Tableau 10 : Résultats du Test de Cointégration de JOHANSEN.....	41
Tableau 11 : Résultats du Test de causalité de Granger standard et du VEC Granger Causality test.....	42
Tableau 12 : Estimation des coefficients entre le taux de la croissance économique et le taux de chômage avec Eviews.....	44
Tableau 13: Taux de chômage, taux de croissance de la population active, population active.....	46
Tableau 14 : Poids des secteurs dans le PIB.....	48
Tableau 15 : Comparaison du taux de l'emploi dans les secteurs d'activités économiques malgache et ceux des deux pays nouvellement industrialisés.....	49
Tableau 16 : Balance extérieur par rapport au PIB nominal entre Madagascar, Malaisie, Singapour.....	49
Tableau 17 : Comparaison des importations et exportations des biens manufacturés.....	50

Tableau 18 : Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2013.....	51
Tableau 19: Chiffres d'affaires, Valeur ajoutée, emploi à Madagascar de 2009 à 2013.....	52
Tableau 20 : Emploi à Madagascar de 2009 à 2013.....	53
Tableau 21: Solde d'opinion des dirigeants sur quelques facteurs pour la période 2011, 2012, 2013.....	54
Tableau 22: Situation des emplois inadéquats par région et situation du sous-emploi lié à la durée du travail par région à Madagascar de 2010 à 2012.....	56

LISTES DES FIGURES :

Figure 1 : Schémas de récapitulation de la population active.....	11
Figure 2 : Contribution moyenne de chaque secteur économique dans la formation du P.I.B ainsi que pourcentage de la population active y affectée, au cours de l'année 2000 à 2004.....	20
Figure 3 : Industrie, valeur ajoutée (% du PIB).....	23
Figure 4: Niveau d'industrialisation et croissance industrielle des pays africains : Vue d'ensemble.....	30
Figure 5 : Evolution du taux de chômage et de la croissance de la population active.....	46

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PARTIE I- Cadres théoriques et présentation du cadre de l'étude.

CHAPITRE I- Approches multiples de l'ouverture économique.

CHAPITRE II -Approches du marché du travail.

PARTIE II - Effet de l'ouverture de l'économie sur les emplois à Madagascar.

CHAPITRE I- Présentation de Madagascar.

CHAPITRE II- Quelques chiffres sur la mondialisation économique dans quelques pays en développement.

CHAPITRE III- Relations entre ouverture économique de Madagascar et son marché du travail.

CONCLUSION

INTRODUCTION.

Quelles que soient les sources d'information concernant Madagascar, les taux de croissances économiques enregistrés ont été supérieurs aux taux de la croissance de la population active. En sus, ces informations ajoutent que la contribution du secteur secondaire de l'activité économique malgache dans la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) est la plus minime (de l'ordre de 13,7% entre 2000 et 2004 contre 27,0% pour le secteur primaire et 51,9% pour le secteur tertiaire). Pour cette année même, le taux de la population active y afférant est très faible (4,0% seulement de la population active selon le Fonds Monétaire Internationale ou FMI)¹.

Cependant, à l'instar des pays nouvellement industrialisés à économie de marché et émergents, l'industrialisation se révèle être une phase inéluctable dans le processus du développement. Entendons par ce terme industrialisation selon quelques auteurs dont nous verrons le long de cette étude, des mutations sectorielles, lesquelles sont caractérisées dans une première étape par l'essor du secteur industriel et sa contribution massive dans la formation du PIB. C'est à cette étape que devrait passer Madagascar pour poursuivre le chemin de son développement.

A notre époque actuelle, nous ne pouvons pas exercer des politiques de promotion d'industrialisation dans le but d'accaparer les chômeurs, surtout ceux en situation de sous-emplois, et de lancer la croissance économique en autarcie. La mondialisation nous impose tantôt de contrainte et nous offre tantôt d'opportunités dans l'élaboration de cette politique.

Cela nous conduit, en effet, à étudier l'interaction entre l'ouverture économique exogène et le problème de l'emploi existant à Madagascar.

Il importe donc de savoir : comment les relations économiques qu'entretiennent Madagascar avec le reste du monde a promu son secteur industriel tant sur le plan marché du travail que dans sa contribution dans la croissance économique ?

Malgré cette opportunité qu'offre l'ouverture, la plupart des pays en développement comme Madagascar ne parvient pas à la saisir selon des littératures théoriques voire empiriques. D'où l'hypothèse sous-jacente : le degré d'ouverture économique de Madagascar exacerbe le problème de l'emploi y existant.

¹Rapport du FMI portant n°05/321 en septembre 2005, Michella RANARIBOANA, 2009, Rapport national sur Madagascar, p.7

Ainsi, la présente étude tente d'éclaircir cette hypothèse par des recherches de données auprès de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) et du rapport de la Banque Mondiale et les confrontent à des études antérieures établies par quelques économistes.

Pour ce faire, notre travail analyse et filtre premièrement des théories déjà évoquées sur le sujet de l'étude et finit par suivre quelques théories importantes. Dans un second temps, à partir des modèles déjà mis en application, notre étude fera l'objet d'appréhender les effets de l'ouverture de l'économie sur le secteur d'activités économiques qui devrait être le plus promoteur de travail à Madagascar.

PARTIE I-

CADRES THEORIQUES ET PRESENTATION

DU CADRE DE L'ETUDE.

PARTIE I- CADRES THEORIQUES ET PRESENTATION DU CADRE DE L'ETUDE.

Chapitre I- Approches multiples de l'ouverture économique.

1- Définitions

Pour un pays, l'ouverture économique désigne le fait de s'ouvrir ses relations économiques tant sur le plan inter-régional que sur le plan international. En effet, deux notions se présentent en termes de cette ouverture. « D'une part, il s'agit de l'ouverture endogène à l'industrialisation, laquelle accompagne le développement économique sur le plan historique et caractérisée par une croissance progressive des échanges. D'autre part, nous distinguons une ouverture exogène, caractéristique des politiques de libéralisation commerciale entreprises à une période donnée laquelle est mise en place dans de nombreux pays en développement depuis les années 80 »². Cette dernière fera l'objet de notre étude.

Parler de cette ouverture exogène convient à examiner l'ouverture internationale qui désigne à la fois une attitude en matière de politique des relations économiques internationales et un fait évaluable.

La politique d'ouverture internationale désigne la volonté de multiplier les échanges économiques de toutes sortes et/ou de réduire les obstacles à cette multiplication. Le libre-échange est la forme libérale de cette volonté.

Le degré d'ouverture internationale est un fait que l'on mesure, notamment en matière commerciale (importations et exportations de biens). Nous pouvons recourir à d'autres indicateurs de ce type pour évaluer aussi l'importance relative des flux transfrontières de capitaux par exemple...

2- Revue de la littérature sur l'ouverture économique.

Souvent, la plupart des approches concernant l'ouverture s'appréhendent en concomitance avec la croissance économique. C'est pour cela que les revues de la littérature que nous verrons par la suite se sont analysées avec la croissance économique. D'ailleurs, l'analyse de problème de l'emploi fait de l'analyse de la croissance économique un outil le plus fondamental.

² Maurice Cantain et Christophe Van Huffel.

2.1- Approches traditionnelles de l'ouverture économique.

David Ricardo, au 19e siècle, par sa théorie des avantages comparatifs, a démontré que plus un pays était ouvert, plus cela lui permettait de réorienter ses ressources rares vers des secteurs plus efficaces et d'améliorer son bien-être. Les théories qui suivirent sont venues pour la confirmation de ces gains, en plus de rajouter ceux liés à la rémunération des facteurs de production. Cependant, même dans les nouvelles théories du commerce international qui prennent en compte les rendements d'échelle et la concurrence imparfaite, les gains restent statiques. C'est dans la théorie de la croissance qu'on peut alors venir chercher les gains dynamiques.

Les modèles de croissance néo-classiques, issus du modèle de Solow³, assument que le changement technologique est exogène. Dans un tel cadre, les politiques commerciales d'un pays ne peuvent donc pas être considérées comme un élément affectant sa croissance.

2.2- Approches nouvelles de l'ouverture économique.

Depuis le début des années 1990, les nouvelles théories de la croissance considèrent le changement technologique comme étant endogène. Il devient alors possible de combiner la nouvelle théorie du commerce international et celle de la croissance endogène.

Grossman et Helpman⁴ démontrent que l'ouverture permet d'augmenter les importations domestiques de biens et services qui incluent des nouvelles technologies. Grâce à l'apprentissage par la pratique et le transfert de technologies, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficace et sa productivité augmente. Nous nous attendons alors que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celles plus protectionnistes. Cependant, les auteurs rajoutent que ces gains dépendent de plusieurs facteurs, dont la situation initiale. Cette dernière détermine la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc son taux de croissance. L'ouverture d'une petite économie peut la conduire à se spécialiser dans un secteur de faible croissance, contribuant plutôt à laisser le pays dans le sous-développement. Dans ce cas, le pays devrait adopter des politiques protectionnistes durant les premières étapes de son développement, pour ensuite opter pour des politiques d'ouvertures appropriées.

³ Robert Solow, 1957.

⁴ Grossman et Helpman, 1991.

Selon l'étude de Levine et Renelt⁵, la relation de causalité entre l'ouverture et la croissance se fait à travers l'investissement. Si l'ouverture au commerce international permet l'accès à des biens d'investissement, cela mènera à une croissance de long terme. Un pays libéralisant ses échanges s'attirera des flux d'investissement étranger. Cependant, cela risque d'engendrer une baisse de l'investissement domestique due à une plus forte concurrence internationale et l'effet net reste alors ambigu.

Grossman et Helpman avancent également qu'un pays protégeant son économie peut stimuler sa croissance. Cela est possible dans le cas où l'intervention gouvernementale encourage l'investissement domestique selon les avantages comparatifs du pays.

Pour Batra (1992) et Leamer (1995), la libéralisation des échanges réduit les tarifs, et par conséquent, diminue le prix relatif des biens domestiques manufacturés. Ces biens deviennent moins attirants que les biens étrangers, et l'économie domestique peut alors subir une perte. Néanmoins, même si ces travaux encouragent des politiques protectionnistes sous certaines conditions, aucun n'encourage la protection comme stratégie de développement à long terme. La protection est vue comme une stratégie de court terme afin de préparer adéquatement l'économie à l'ouverture de ses marchés. D'autres travaux, comme ceux de Grossman et Helpman (1991), Romer (1990) et Rivera -Batiz et Romer (1991), portent leur attention sur les implications à long terme de l'intervention gouvernementale dans le commerce. Ils considèrent l'innovation comme source de croissance et encouragent donc des politiques d'ouverture. Dans leurs modèles, les gains du libre-échange proviennent principalement des effets d'échelle véhiculés à travers la recherche et développement. L'innovation générée contribue à augmenter le stock de connaissance et le transfert de technologie. De plus, le commerce international permet d'éviter aux pays de la Ressources et Développement (R&D) redondante qui pourrait détourner des ressources d'activités plus productives.

Les études théoriques n'avaient pas réussi à trancher si l'ouverture commerciale contribue ou non à la croissance économique. Les différents travaux empiriques sur le sujet ont, par contre, aboutit à des résultats similaires selon lesquels l'effet de l'ouverture est généralement favorable à la croissance.

⁵ Levine et Renelt, 1992.

3- Origines et enjeux de l'ouverture économique.

Le vocable ouverture économique, dans un sens plus réaliste ne peut pas se détacher du terme mondialisation.

Ce terme « mondialisation », apparaissant en 1953, désigne le fait d'un événement qui acquiert un caractère mondial. A partir de l'année 90, son sens s'est élargi et prit l'équivalence du mot anglo-saxon « globalisation »⁶. L'idée de cette dernière accrédite que le monde est un globe. En d'autre terme, le monde est en voie d'unification sous l'effet des valeurs universelles.

De nos jours, la mondialisation reste une actualité récente. Elle marque des phénomènes complexes et aux multiples retombées. Elle embrasse même les domaines de la fabrication, de l'investissement, de l'embauche et de la vente à l'étranger. Ainsi, elle jouxte la géopolitique en ce sens qu'elle s'attache à l'étude de l'ensemble des phénomènes qui entourent ce déplacement de l'intérêt économique.

En effet, mû par le but d'atteindre cet intérêt économique, les décideurs, les opérateurs économiques de tous les pays ont voulu intégrer dans l'économie monde.

L'ouverture économique trouve donc son origine principale dans le processus d'intégration économique.

L'intégration économique est un processus qui conduit plusieurs économies distinctes à former un seul espace économique⁷. Il existe cependant des différences de degré dans l'intégration. B. Balassa⁸ en distingue cinq :

- La zone de libre-échange se limite à un accord qui élimine les droits de douane et les restrictions au commerce entre des nations qui conservent cependant des barrières nationales particulières dans les échanges avec le monde extérieur à la zone.
- L'union douanière s'accompagne, de plus, d'un tarif extérieur en commun ;
- Le marché commun est une union douanière au sein de laquelle est organisée la mobilité des facteurs de productions (libre circulation des hommes et des capitaux).
- L'union économique complète le marché commun par une harmonisation des politiques économiques des pays membres.
- L'union économique et monétaire (UEM) ajoute une monnaie commune.

Dans le cadre des économies de marché, les voies de l'intégration sont elles-mêmes divergentes. Trois conceptions sont mises en lumières :

⁶La mondialisation, Sylvain Allemand et Ruano-Borballan, Ed. Le cavalier bleu, France 2008.

⁷ Dictionnaire des sciences économiques, coll.A.Collin, Alain Beitone

⁸ In « the theory of economic integration » 1961.

-l' intégration par le multilatéralisme selon le principe de l'Accord General sur les Tarifs et le Commerce (l'AGETAC ou le GATT) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (l'OMC) : ce principe de l'intégration découle de l'instauration de libre-échange. Le seul jeu de la concurrence qui s'exerce au niveau mondial, conduit à l'espace mondial homogène.

- l'intégration par des accords régionaux à condition qu'ils soient compatibles avec les règles de l'AGETAC puis de l'OMC.

- l'intégration économique comme une étape vers une intégration politique régionale.

En sus, pour les pays dits « pays en développement », le Programmes d'Ajustements Structurels qui s'imposent à eux leurs obligent une ouverture économique même si cela n'est pas désirée.

Mettons en exergue ce phénomène.

La Programme d'ajustement Structurel (PAS) est une politique qui consiste à mettre en place un ensemble des mesures à caractère économiques et social menant progressivement au respect des équilibres macroéconomiques : réduction des déficits, décélération de la hausse des prix, libéralisation des échanges, privatisations ...

L'idée de base du PAS est que les pays du tiers monde doivent s'attaquer aux racines des déséquilibres structurels. Dans une perspective libérale, l'économie doit devenir plus flexible et plus compétitive de manière à pouvoir entretenir une croissance à long terme. Le passage à une économie de marché ouverte est devenu le nouveau cadre de référence : une intégration plus forte au commerce international et la redéfinition de la place du secteur public en sont les conditions nécessaires. C'est pour cela que l'économie des pays en développement répond à l'ouverture internationale.

4. Aspects de l'ouverture économique.

Quand nous parlons de l'ouverture économique ses modalités particulières les plus connues sont le commerce international et les différentes formes d'internationalisation du capital, plus particulièrement l'Investissement Direct Etranger (l'IDE).

Si nous parlons du commerce international, deux sont les sens qui peuvent être entendus. Au sens strict, le commerce international englobe les opérations d'achats et de ventes de marchandises (c'est-à-dire des biens physiquement identifiables) réalisées entre espaces économiques nationaux. Il est mesuré(en valeur ou en volume) par le montant total des exportations ou des importations des marchandises qui sont enregistrées dans la balance commerciale. La différence entre la valeur des exportations et celles des importations constitue le solde commerciale.

Au sens large, le commerce international inclut les transactions internationales qui portent sur des activités des services-transport, assurances, tourisme, etc. Les échanges internationaux de biens et des services sont comptabilisés dans les comptes des transactions courantes de la balance des paiements.

Sous cet angle, il y a un indicateur habituellement utilisé pour mesurer le degré d'internationalisation des économies, c'est le taux d'ouverture. Il est donné par les relations suivantes :

- $(\text{volumes des exportations} / \text{volume du PIB}) \times 100.$
- $((\text{volume des exports.} + \text{Volume des importations.}) / \text{volume du PIB}) \times 100.$

Quant à l'internationalisation du capital, nous enregistrons trois formes principales dont l'IDE, l'Investissement de Porte Feuille (IPF)⁹ et les emprunts¹⁰. Malgré la présence de ces deux dernières formes, leurs impacts sur la création de l'emploi voire sur l'économie globale demeurent minimes si nous tenons compte de l'IDE.

Etant défini comme « investissements qu'une entité résidente (investisseur direct) d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie »¹¹, l'IDE suppose l'intervention de deux types d'entités. Ce sont les firmes multinationales à partir desquelles émanent l'IDE et les entreprises d'investissements directs qui reçoivent les flux d'IDE.

Parmi tant d'approche de multinationalisation, retenons « l'approche éclectique de la multinationalisation »¹² pour décrire les motifs poussant les firmes à investir à l'étranger.

C'est une approche globale des facteurs explicatifs de l'IDE s'appuyant sur des principes tels que : la concurrence imparfaite, les avantages comparatifs ou l'internationalisation des transactions : c'est le paradigme Organisation Localisation Internalisation (OLI). Ce paradigme est une combinaison d'avantages conduisant une firme à investir à l'étranger.

Une firme décide de s'implanter à l'étranger si trois types d'avantages sont réunis : l'Organisation, la Localisation et l'Internalisation. Expliquons brièvement ces avantages.

⁹ Investissement de portefeuille

¹⁰ Concernant les différentes dettes à long terme.

¹¹ Selon le FMI et l'OCDE

¹² Cadre théorique mis en place par DUNNING dans les années 70.

L'organisation stipule les savoirs spécialisés, l'économie de taille et les avantages détenus par la firme si la Localisation englobe l'environnement, le système et les politiques des pays d'accueils. Quant à l'internalisation, elle répond à la question : comment les firmes vont-elles maximiser les avantages spécifiques et bénéficier des avantages de la localisation choisie.

Quand nous vous disons « Marché du travail », à quoi pensez-vous ? A cette question la plupart des économistes des pays en développement pensent sans doute « aux taux de chômage ». En effet, dans le chapitre suivant nous allons appréhender non seulement aux modèles théoriques de base mais aussi les relations liant le taux chômage, la croissance économique, les imperfections du marché de travail et conséquemment l'ouverture économique. Nous incluons aussi quelques termes concernant ce marché.

Chapitre 2- Approches sur le marché du travail.

1. Les modèles théoriques de base.

1.1- L'analyse néoclassique du marché du travail.

Dans le modèle néoclassique de base, une fonction d'offre de travail croissante coupe une fonction de demande de travail décroissante.

L'intersection des deux courbes au point d'équilibre détermine alors simultanément le taux de salaire réel d'équilibre et le niveau d'emploi d'équilibre. Il s'agit d'un point d'équilibre puisqu'il égalise les quantités offertes et demandées, en excluant du marché tous les offreurs qui se seraient manifestés pour un taux de salaire plus élevés et tous les demandeurs qui espéraient un taux de salaire plus faible.

Dans cet univers d'agents rationnels et en situation d'information parfaite, si le prix des « services producteurs du travail » est parfaitement flexible, le chômage involontaire est impossible.

Pour les néoclassiques donc, tout individu à la recherche d'un emploi réalise un arbitrage entre l'utilité et la pénibilité du travail, entre le coût psychologique et économique du chômage et le temps de loisir supplémentaire que le chômage lui procure. Ne subsistent que les travailleurs qui exigent un taux de salaire supérieur au taux de salaire d'équilibre. Il s'agit de « chômeurs volontaires » qui ne se plient pas aux exigences du marché.

1.2- Macroéconomie du marché du travail.

- L'analyse keynésienne.

L'analyse keynésienne du marché du travail préoccupe d'abord l'analyse du chômage.

Pour lui, le chômage est avant tout un chômage involontaire. Selon lui, le niveau de l'emploi dépend de la demande anticipée. Dans ce cadre un processus de baisse des salaires réels découlant du chômage ne permet pas un ajustement de type néoclassique. Elle induit une contraction des débouchés des entreprises tels qu'ils sont prévus par les entrepreneurs, donc une baisse de la demande effective de la production et de l'emploi.

Selon A. Barrère¹³, il n'existe pas de travail car ce dernier n'est pas une marchandise et le taux de salaire n'est pas un prix. Ce sont les emplois qui sont créés en fonction d'un volume de production à mettre en œuvre et les travailleurs les occupent. Bien qu'ayant l'apparence d'un prix, le taux de salaire n'en a pas la nature, il est fixé hors marchés par les conventions collectives et les réglementations publiques.

- La théorie de la segmentation du marché du travail.

Au début des années 70 s'est développé un ensemble de travaux à l'initiative d'un groupe d'économistes de tradition « néo-institutionnaliste »¹⁴, travaux qui ont été regroupés sous l'étiquette de « théorie de la segmentation du marché du travail ». Ces travaux ont pour trait commun de contester l'usage des concepts marginalistes et de proposer les analyses dans lesquelles les transactions marchandes ponctuelles ne représentent qu'une part minoritaire des processus d'allocation du travail dans une économie, l'essentiel étant constitués par des décisions internes aux entreprises. La théorie de la segmentation du travail distingue au sein du marché du travail un marché primaire et un marché secondaire.

1.3- La nouvelle microéconomie du marché du travail.

- La théorie de la recherche d'emploi (ou théorie du job search).

Développée par G. Stigler, elle cherche à expliquer l'existence d'un chômage frictionnel sur le marché du travail en introduisant dans l'analyse les conséquences de l'imperfection de l'information sur le marché du travail.

- La théorie du capital humain contribue à expliquer les inégalités des salaires liées aux différences de qualification

¹³A. Barrère, « la crise n'est pas ce que l'on croit » 1981.

¹⁴ Les auteurs sont : M. Piore, P. Doeringer

- La théorie des contrats implicites met l'accent sur le fait qu'employeurs et salariés n'ont pas la même attitude par rapport au risque : les salariés ont une plus grande aversion pour le risque que les employeurs.

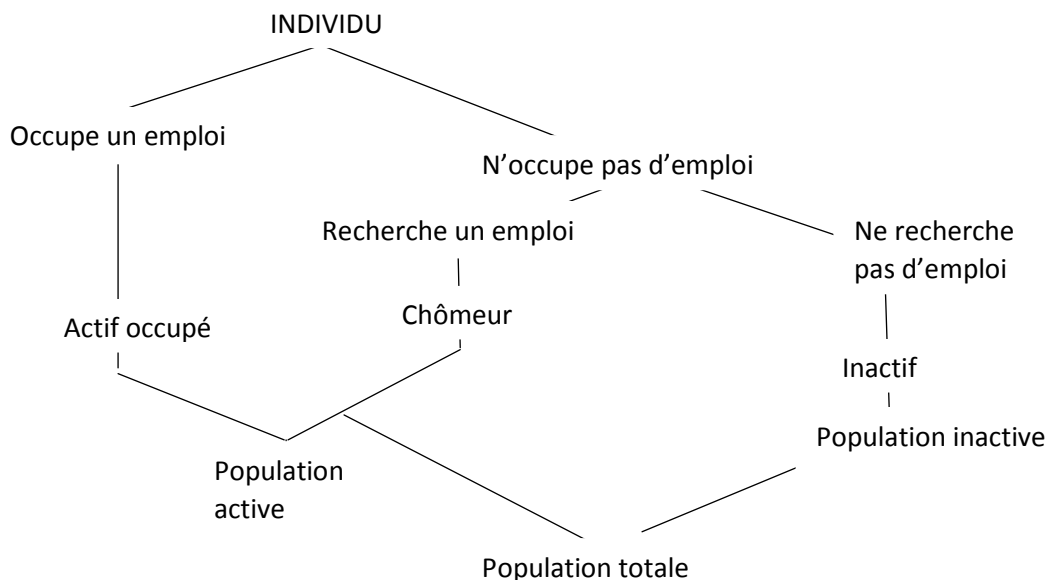
La relation de travail n'est pas régie par le marché mais sur la base de « contrats », dit implicites, entre la firme et les salariés.

- La théorie du salaire d'efficience repose sur une liaison positive entre le niveau du taux de salaire et l'effort productif du salarié. Elle conduit donc à un résultat différent du modèle néoclassique de base dans lequel le taux de salaire est égal à la productivité marginale du travail.
- La théorie « insiders/outsideurs »¹⁵ est basée sur une opposition entre les salariés intégrés (après formation maison, mise au courant et acceptations par leurs pairs) appelés insiders et les chômeurs candidats à l'embauche appelés outsiders. Une troisième catégorie est celle des enfants, qui deviennent des insiders une fois le processus d'intégration achevé.

1.4- Théories récentes du marché du travail.

Le marché du travail selon les dictionnaires économiques, s'explique comme suit : au sein de la population totale d'un pays, nous trouvons la population active qui regroupe les personnes ayant un emploi (actifs occupés) et les personnes disponibles à la recherche d'un emploi (chômeurs).

Figure 1 : Schémas de récapitulation de la population active.



Source : Dictionnaire des sciences économiques, coll.A.Collin, Alain Beitone

¹⁵ Modèles « insiders/outsideurs » Développée par A.Lindback et D.Snowe, 1984.

L'emploi est défini comme la « combinaison des éléments sociaux et juridiques qui institutionnalisent la participation des individus à la production des biens et services socialement valorisés »¹⁶ Tandis que le chômage est souligné comme « un phénomène historique, daté, et qui évolue aux grés des représentations du travail et du non travail, mais n'est pas une catégorie immuable ».¹⁷

1.5- La mesure du chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT).

La mesure du chômage suppose une définition qui ne peut être que conventionnelle. Le BIT s'est occupé dès 1925 d'émettre des recommandations en matière de statistique du chômage. De nouvelles règles méthodologiques ont été adoptées en 1982. A Madagascar, sur cette base, nous mesurons le chômage au sens du BIT notamment à l'occasion de l'enquête annuelle réalisée par l'Institut National des Statistiques. Au sens du BIT, un chômeur est défini comme tout individu : en âge de travailler (5 ans et plus), dépourvu d'emploi au cours des sept derniers jours, à la recherche active d'emploi et disponible à travailler.

Le chômage est un indicateur des tensions sur le marché du travail et montre le désajustement entre offre et demande. Le chômage est faible à Madagascar puisque le chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) touche près de 2 % de la population active malgache¹⁸. Cependant cette définition ne prend pas en compte les réalités du marché de l'emploi à Madagascar, telles que le chômage déguisé¹⁹, le sous-emploi ou le secteur informel.

Afin de donner un éclaircissement, surtout dans le but de l'obtention des données statistiques pour la suite de cette étude, retenons ces définitions au sens du BIT et supposons parfois que l'emploi des facteurs humains réside seulement sur le fait que cela se fait à temps plein : c'est le chômage élargi²⁰.

¹⁶ Définition de D.Gambier et M.Vernières. lexique économique, coll dunod, 2003

¹⁷ Selon R. Salais, L'invention du chômage, 1982.

¹⁸ Enempsi 2012, Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel à Madagascar, tome 1.

¹⁹ Le chômage déguisé comprend les individus en âge de travailler qui sont pour des motifs indépendants de leur volonté restés dans un statut d'inactif

²⁰ Le chômage « élargi » comprend le chômage au sens du BIT et le chômage déguisé



2. Place de l'industrialisation sur le marché du travail.

Bon nombre de définitions sont attribuées à l'industrialisation. Rappelons alors quelques une pour un bref éclaircissement.

L'industrialisation est liée à la technologie, « entendons par là non pas le secteur de production mais une façon de produire caractérisée par l'utilisation de machines opérant à coût décroissant. »²¹.

L'industrialisation « est un processus à trois phases : Primaire, Secondaire, Tertiaire »²².

L'auteur s'est exprimé comme suit : « La première phase relative à l'extraction, à la production, aux opérations nécessaires à l'exportation, de loin la plus pauvre en valeur ajoutée correspond à la phase primaire.

Ensuite vient la phase secondaire qui porte sur le raffinage..., la première transformation industrielle, l'élaboration de produits semi-finis et prêts à la production des produits finis et manufacturés.

Cette deuxième phase nécessite beaucoup de capitaux, de technologie, de main d'œuvre plus ou moins qualifiée et spécialisée, ...

Enfin la phase tertiaire à l'élaboration de produits finis disponibles pour la consommation directe (outils industriels, biens d'équipement, et.).

Cette troisième phase exige une technologie de pointe, une main d'œuvre hautement qualifiée et spécialisée, ..., un capital financier autonome de même dimension que les ambitions économiques et politiques. ».

Avec ces trois phases successives cette définition est très longue mais son intérêt majeur réside dans le fait qu'elle permet de situer le niveau de développement industriel atteint par les industries.

Il importe ici de rappeler les mutations sectorielles que le monde des pays industrialisés a connues depuis l'essor du secteur secondaire de leurs activités économiques.

Depuis les révolutions agricoles et industrielles de 18ème et 19ème siècle, la répartition de la production active par secteurs d'activité s'est modifiée en fonction des mutations dans les systèmes productifs des pays développés.

²¹ Cuisenier, Le sous-développement, l'industrialisation et l'économisassions, 1961.

²² Mouhamed Dahmani. dictionnaire économique, Arman Collin, 2005.

En effet, parler des mutations sectorielles convient à dire des deux révolutions précédemment définies. Cependant, il faudrait préciser les sens des termes qui pourraient découler de mutations sectorielles.

Il s'agit du mécanisme par lequel des emplois disparaissent dans un secteur d'activité du fait des gains de productivité, alors que de nouveaux emplois apparaissent dans le secteur générateur du progrès technique.

Deux termes font l'objet d'éclaircissement lorsque nous parlons des mutations sectorielles.

- Le déversement de l'agriculture vers l'industrie

La mécanisation dans l'agriculture a entraîné des gains de productivité élevés et la diminution du nombre d'ouvriers agricoles. Cependant, la mise au point, la fabrication et l'entretien des machines agricoles ont permis la création d'emplois dans l'industrie.

- La tertiarisation

C'est l'accroissement du secteur tertiaire grâce à l'accompagnement de l'industrie. C'est-à-dire toute augmentation de la production industrielle provoque une hausse du volume des marchandises transportées, donc stimule les activités de transport, d'assurance et commerciales.

En effet, nous parvenons alors à dire que le secteur secondaire de l'activité économique c'est-à-dire l'industrialisation, surtout pour les pays en développement, est la branche de l'activité qui devrait détenir le plus de la population active. Le secteur tertiaire ne sert qu'à accaparer les mains d'œuvres y exclus à cause de l'essor de robotisation des activités.

3. Industrialisation, la croissance économique et le taux de croissance de l'emploi.

Des auteurs ont montré que la croissance du PIB est positivement liée à celle de la production manufacturière/industrielle et que la croissance de la production manufacturière/industrielle mène à la croissance de la productivité globale de l'économie.

Heather Wells, A.P. Thirlwall (2004) ont étudié cette relation bidirectionnelle entre la croissance économique et l'industrie, et ont voulu déterminer dans quelle mesure la performance de croissance des économies africaines est liée à ces caractéristiques structurelles ou, plus précisément, s'il y a une preuve tangible que la progression du PIB et la croissance globale de la productivité de la main d'œuvre dans les pays africains sont positivement liées à la rapidité avec laquelle se développe leur secteur industriel.

Afin de valider leurs hypothèses, Heather Wells, A.P. Thirlwall ont entrepris de tester la loi de Kaldor sur la croissance soutenant l'hypothèse selon laquelle le secteur industriel est le moteur de la croissance économique. Ils en concluent que la situation économique des pays africains vient concrètement étayer cette loi. La progression du PIB semble être plus étroitement liée à la croissance du secteur manufacturier/industriel qu'à celle des secteurs agricole et des services. Les réformes structurelles en faveur des activités industrielles contribueront très certainement à accélérer la croissance du PIB et améliorer plus vite les conditions de vie en Afrique.

Les Lois de Kaldor ou Kaldor's Law

Nicholas Kaldor concevait en 1966 et 1967 trois différents modèles empiriques démontrant l'origine de la croissance économique, qu'il a nommé « lois de Kaldor ou Kaldor's law », en procédant à l'analyse économétrique en coupe instantanée dynamique des 12 pays de l'OCDE à l'aide des variables : taux de croissance économique, taux de croissance de la productivité et le taux de croissance de l'emploi dans les années 1950 et le début des années 1960, en vue de fournir des recommandations pour promouvoir la croissance du secteur industriel dans l'économie britannique.

En fait, les idées de Kaldor ont été influencées par celles de Young (1928), lesquelles ont insisté sur l'effet macroéconomique global de l'extension de l'industrie manufacturière. Kaldor estime que les économies d'échelle dynamique ne peuvent se produire que dans le secteur de fabrication, et non dans l'agriculture ni dans le service. Contrairement à la notion de productivité totale des facteurs dans l'économie néoclassique, qui est entièrement basé sur l'offre, les lois de Kaldor considèrent la productivité à la fois centrée sur l'offre et la demande. Du côté de la demande, Kaldor a suggéré que l'élasticité-revenu de la demande pour la fabrication d'un bien est beaucoup plus élevé que celui de l'agriculture, ou moins ou similaire à un produit du secteur service, tandis que du côté de l'offre, la production a été considérée comme ayant un plus grand potentiel pour la croissance de la productivité. Par conséquent, sur la base des tendances stylisées concernant les conditions de la demande et de l'offre dans l'agriculture, l'industrie et le service, les lois de Kaldor ont été tirées sur la relation entre la croissance de la production, de l'emploi et de la productivité dans les différents secteurs de l'économie²³.

²³ Daspupta et Singh 2006.

La première loi de Kaldor²⁴ ou Kaldor's Engine of Growth (KEG) soutient l'hypothèse selon laquelle *l'industrie est le moteur de la croissance économique*. Cette loi atteste que la croissance du PIB est positivement liée à celle de la production manufacturière, non pas tant en termes de définition uniquement (dans la mesure où cette dernière participe au PIB), mais dans le sens d'une relation de cause à effet, étant donné que la production est une caractéristique de l'activité manufacturière.

La deuxième loi de Kaldor affirme que la croissance de la productivité de la main d'œuvre dans l'industrie manufacturière est positivement liée à la progression de la production manufacturière, en raison de l'augmentation constante ou dynamique des rendements d'échelle (loi de Verdoorn).

Enfin, la troisième loi de Kaldor prévoit que la croissance de la production manufacturière mène à la croissance de la productivité globale de l'économie. Cela est observé par la relation positive entre le taux de croissance de la productivité du travail de tous les secteurs productifs et le taux de croissance de la production manufacturière. Cette loi constate que la relation entre la progression de la productivité de la main d'œuvre dans l'économie, en général, et le taux de croissance de l'emploi dans le secteur non manufacturier sera négative, étant donné que le rendement de la plupart des activités hors du secteur industriel – notamment celles rattachées aux ressources naturelles, telles que l'agriculture et bon nombre d'activités liées aux services – sera en régression.

Liens entre chômage et croissance.

Pour étudier la relation liant, d'une part, l'évolution de la croissance économique et, d'autre part, celle du chômage, les économistes ont pour habitude de se référer à la « loi d'Okun » (voir encadré ci-dessous). En 1962, Arthur M. Okun, économiste américain, fut en effet le premier à mettre en évidence une relation empirique négative entre les deux variables à partir de données américaines portant sur la période 1947-1960. Dans son article, Okun estima à - 0,3 l'élasticité du taux de chômage à la croissance de l'économie américaine : lorsque la croissance augmente (baisse) de 1 %, le taux de chômage recule (augmente) de 0,3 point.

²⁴ Heather Wells, A.P. Thirlwall, Testing Kaldor's Growth Laws across the Countries of Africa, African Development Review Volume 15, Issue 2-3, pages 89–105, December/Décembre 2003

Loi d'Okun :

$\Delta U_t = \beta \times (\text{PIB}_t - \text{PIB}_t^*)$, où ΔU_t est la variation du taux de chômage, PIB_t le taux de croissance du PIB, PIB_t^* le taux de croissance potentiel et β le « coefficient d'Okun » (< 0 , élasticité du chômage au PIB).

Pour autant, toute hausse du PIB n'implique pas nécessairement une baisse du chômage en raison de deux autres facteurs : la productivité du travail et la population active. Le coefficient d'Okun ne permet donc pas, à lui seul, de répondre à la question relative au niveau de croissance nécessaire à stabiliser le taux de chômage. Mais vérifions la validité de cette loi pour le cas de Madagascar dans la suite de cette étude.

4. Les imperfections sur le marché du travail.

Les imperfections régnant dans ce marché limitent l'industrialisation.

Ces imperfections se résument par : le problème de passer clandestin, la possibilité de tire-au-flanc pour les travailleurs, le risque de sélection adverse pour les entrepreneurs, inadéquation entre la qualité professionnelle à embaucher et à offrir, fortes estimations des salaires des travailleurs qualifiés, coûts d'informations sur les donneurs de travail.

5. Relation entre ouverture économique et le marché du travail.

Comme nous avons vu précédemment que si nous parlons de l'ouverture économique ses modalités particulières les plus connues sont le commerce international et les différentes formes d'internationalisation du capital, plus particulièrement l'IDE. Mais selon l'approche éclectique dont nous avons également développé, ces modalités peuvent se substituer en fonction de la réalisation des conditions du paradigme OLI.

Cette approche éclectique repose sur la logique telle que l'IDE est choisi pour pénétrer un marché étranger quand la firme réunit simultanément les trois types d'avantages OLI. Si elle ne possède que O et I, elle exporte ; si elle ne détient que O, elle vend une licence à une firme locale ou choisit une autre nouvelle forme d'investissement. Les trois types d'avantages sont influencés par les caractéristiques des pays (surtout L), des secteurs (surtout O) et de la firme (surtout I). L'Etat, à travers les politiques d'attractivité, et la firme multinationale peuvent agir sur O, L, I.

Nous pouvons dire alors que la réunion simultanée de ces trois conditions peut promouvoir l'emploi dans les pays en développement.

PARTIE II

EFFETS DE L'OUVERTURE DE

L'ECONOMIE SUR LES EMPLOIS A

MADAGASCAR

Partie II- EFFETS DE L'OUVERTURE DE L'ECONOMIE SUR LES EMPLOIS A MADAGASCAR.

La question sur l'emploi à Madagascar a fait et fait encore couler beaucoup d'encre, mais en concomitance avec l'ouverture économique ce phénomène n'est pas encore bien appréhendé. Cette partie se révèle être une des analyses empiriques et économétriques de cette relation. Ce faisant, elle part de la présentation de Madagascar, ensuite un aperçu de la mondialisation dans quelques pays en développement et enfin une analyse des relations entre ouverture économique et le monde du travail à Madagascar.

Chapitre 1- Présentation de Madagascar.

1. Historique et Géographique²⁵.

Madagascar est un État constitué par une grande île de l'océan Indien que le canal de Mozambique sépare de l'Afrique avec une distance de 400 km environ. Quatrième plus grande île du monde après le Groenland, la Papouasie, la Nouvelle-Guinée et le Bornéo, Madagascar est une île montagneuse. Longue de 1580 km, large de 580 km et possède 4 828 km de côtes, elle couvre une superficie de 592 800 km². 1600 km sépare le nord du sud et 600 de l'est à l'ouest dans sa plus grande largeur. Le pays est entouré par d'autres îles et archipels dont l'île Maurice, les Seychelles, les Comores et l'île de La Réunion.

Son climat est de type tropical : chaud et humide sur les côtes Est et Nord, plus sec et plus frais sur les hautes terres, et de type nord sahélien au Sud et Sud-Ouest de l'île. La population se chiffre actuellement à 22,3 Millions selon les données de la Banque Mondiale.

Le pays a une densité démographique assez faible (31 habitants au kilomètre carré). 73 % de la population de Madagascar vivent en milieu rural. Avec Antananarivo comme Capitale, le pays est administrativement découpé en 6 Provinces Autonomes, 22 Régions et 1392 communes.

2. Economique et Politique.

D'emblée, Madagascar est un pays à vocation agricole, doté d'énorme potentialité économique, compte tenu de la richesse de ses sous-sols, de la fertilité de ses terres avec un climat favorable à diverses cultures et de ses ressources halieutiques.

Toutefois, sa structure économique est à la fois désarticulée et désorganisée; ce qui entrave sérieusement son développement.

²⁵ Michella Ranariboana, Centre international de formation de l'OIT, 2009.

Par ailleurs, nous observons un développement considérable de l'économie informelle au cours des deux dernières décennies.

En 2004, nous évaluons à 75,6 % de la population active qui y évolue contre 10% seulement dans le secteur moderne. Cette situation est surtout due à la persistance de la pauvreté, à l'insuffisance d'offre d'emplois formels par rapport à l'évolution des personnes en âge de travailler, estimées entre 400 000 et 500 000 par an, et aux conséquences des programmes d'ajustement structurel faisant perdre de nombreux emplois, dans le cadre de la restructuration des entreprises privatisées et de la réforme de la fonction publique.

Globalement, le secteur primaire, particulièrement l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat, prédomine, en employant une grande proportion (82,5%) de la population active, en grande partie, rurale. Le secteur secondaire n'emploie qu'environ 4% de la population active et le secteur tertiaire 13,5%.

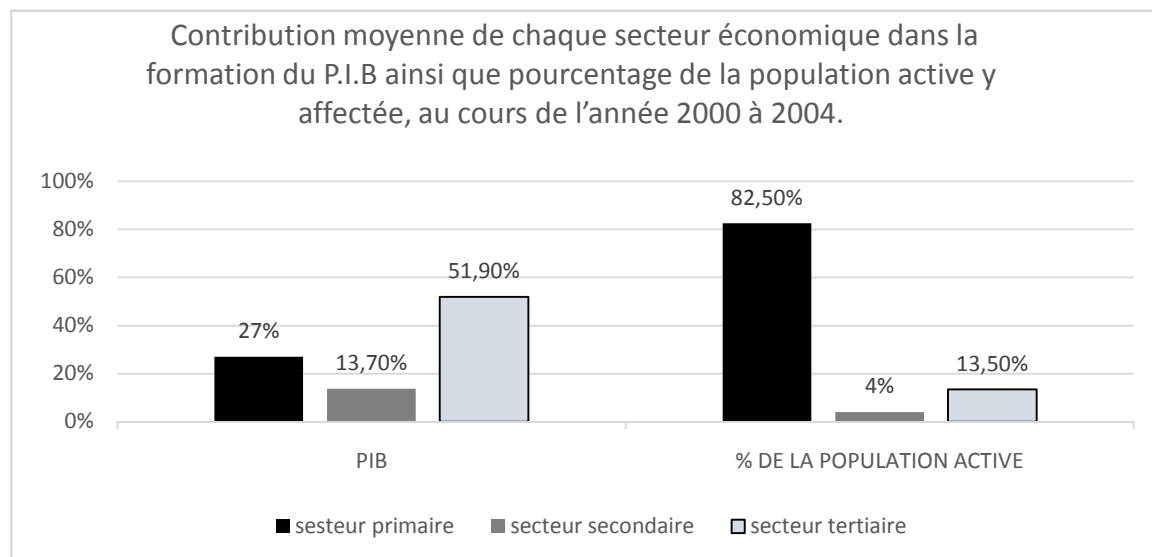
La contribution moyenne de chaque secteur économique dans la formation du P.I.B ainsi que pourcentage de la population active y affectée, au cours de l'année 2000 à 2004, est donnée par le tableau suivant:

Tableau 1 : Part de la population active dans le PIB et dans les secteurs d'activités économiques.

SECTEURS	PIB	Pourcentage de la population active
Primaires	27,0%	82,5%
Secondaires	13,7%	04,0%
Tertiaires	51.9%	13,5%

Source : Centre International de Formation de l'OIT – Turin, 2009

Figure 2 : Contribution moyenne de chaque secteur économique dans la formation du P.I.B ainsi que pourcentage de la population active y affectée, au cours de l'année 2000 à 2004



Source : Centre International de Formation de l'OIT – Turin, 2009

Le poids des secteurs dans le PIB de 2000 à 2004 évolue comme suit :

Tableau 2 : Part du secteur dans le PIB entre 2000 et 2004.

ANNEES	PART DU SECTEUR DANS LE PIB (%)		
	PRIMAIRE	SECONDAIRE	TERTIAIRE
2000	26,5	12,9	52,1
2001	25,7	13,5	53,8
2002	29,8	13,6	51,3
2003	26,8	14,1	51,6
2004	26,2	14,5	50,9

Source : le Rapport Pays du FMI portant n°05/321, sorti en SEPTEMBRE 2005.

Nous notons une relative tendance à la hausse du secteur secondaire au détriment du secteur tertiaire. Cet état de chose s'explique par l'attrance des entrepreneurs, notamment étrangers, sur les différentes activités industrielles sous le régime franche.

Le poids du secteur primaire reste globalement stable.

En outre, Madagascar a connu des crises périodiques tous les dix ans entraînant des récessions.

3. Politique économique générale.

Pour relancer et doper sa croissance économique, Madagascar a opté, depuis la dernière décennie, l'ouverture de son espace économique et le système libéral. Ce choix accorde une large part aux initiatives privées dans le développement économique et social, et est censé un moyen d'intégrer l'économie malgache dans l'économie régionale et mondiale. Pour ce faire, des politiques incitatives en direction des Investisseurs Etrangers ont été élaborées ; on peut en citer la réforme des droits des affaires et des droits fonciers, l'allègement des procédures de création d'entreprise et des opérations douanières, l'adoption d'une politique nationale de l'emploi et des programmes et projets sectoriels variés...

Les résultats escomptés ne sont pas pourtant atteints au vu des indicateurs économiques et des retombées sociales. La tendance s'affiche plutôt préoccupante. Ce qui alimente actuellement de sérieux débat dans les sphères politique, économique et sociale.

Depuis son indépendance, l'île enregistre des politiques économiques telles que : Documents Stratégiques pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), Documents Cadres de la Politique Economique (DCPE), Madagascar Action Plan (MAP) et le Programme National du Développement (PND).

4. Structure sociale et du travail.

Les récents rapports du système onusien et les études officielles de l'INSTAT ont fait les constats suivants sur la situation en 1980 et en 2015 :

Taux de pauvreté : 72%

Taux d'alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus : 59,2%

Taux d'activité de la population active : 66,7%

Taux de chômage : 2,7%

De ces données, nous pouvons déduire la précarité des conditions de vie et la faiblesse générale du capital humain malgache.

En ce qui concerne le taux de chômage, il ne reflète pas tout à fait la réalité, si l'on tient compte des inactivités réelles et de sous-emplois de la population active, tant en milieu urbain que rural.

Le chômage et le sous-emploi touchent essentiellement les jeunes entre 15 et 25 ans. A noter que l'âge minimum légal d'accès à l'emploi est de 15 ans.

Selon Herinjatovo RAMIARISON²⁶, directeur de l'OMEF (Observatoire Malgache de l'Emploi et de la Formation professionnelle continue et entrepreneuriale), 86,7% des emplois restent informels. Même si le taux de chômage à Madagascar est faible, n'atteignant que 2,8%, la plupart de la population occupée est sous-employée car ils exercent une activité peu rémunératrice ou en dessous du SMIG de 60 000 Ariary/mois.

Faute d'indemnité de chômage, les gens effectuent toute proposition de travail, même en inadéquation à leurs compétences afin de subvenir à leurs besoins fondamentaux. Nous ne compte que 13,4% de travailleurs salariés ayant des revenus stables.

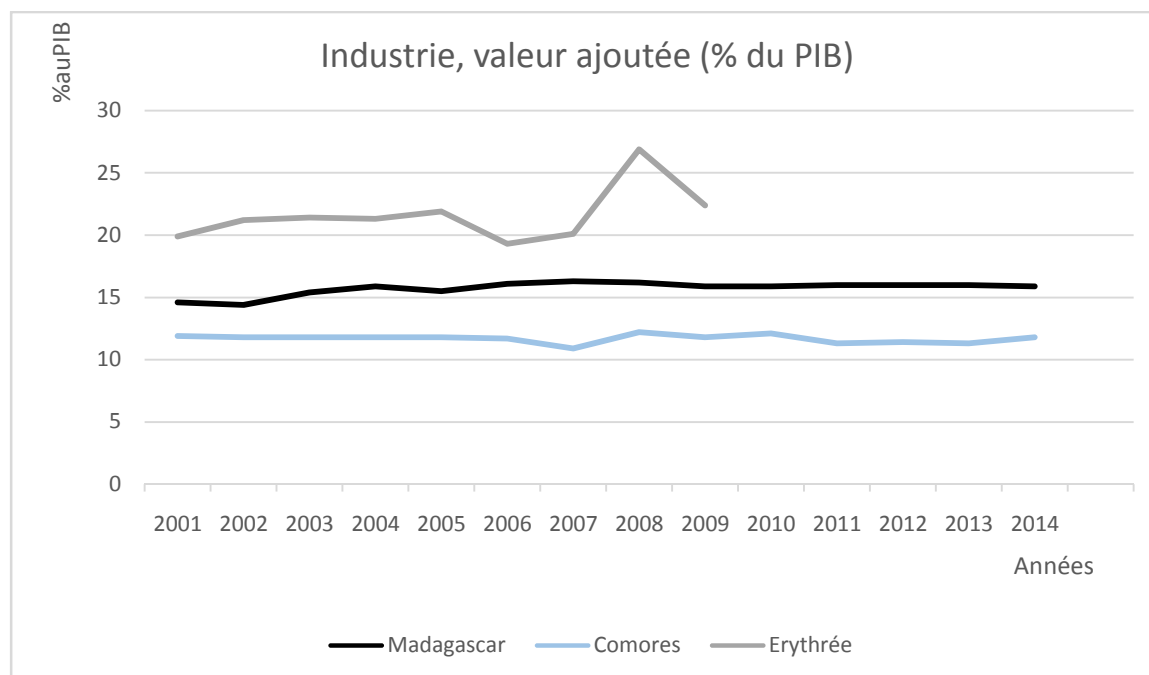
Chapitre 2- Quelques chiffres concernant la mondialisation économique dans quelques Pays En développement.

L'effet de l'ouverture comme nous l'avons vue dans les analyses précédentes, est caractérisé par la substitution et la complémentarité entre le commerce extérieur et l'IDE. Les barrières tarifaires amènent souvent les grandes firmes à investir direct dans un pays soit par le mécanisme de fusion acquisition soit par une prise de participation dans les pays hôtes.

Vue l'imposition de libéralisation par le FMI et la Banque Mondiale, quelques pays en développement d'Afrique connaissent le commerce international comme l'impact de l'ouverture économique. L'apport du secteur secondaire dont nous considérons comme promoteur de travail reste faible dans la formation du PIB.

²⁶ Directeur de l'OMEF, statistique provisoire de 2008.

Figure 3 : Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)



Source : www.worldbank.org

Selon ce tableau, Madagascar et Comores n'éloignent pas leur tendance dans l'attribution de leurs industries dans la formation du PIB de leur pays. Ceci peut être dû à la forte contribution du secteur tertiaire dans le PIB, c'est-à-dire le chômage persiste encore dans ces pays car ce secteur est celui qui attribue le plus de l'emploi à pleine temps dans le sens du BIT.

Quant à l'Erythrée, une seule explication peut être mise en exergue si nous nous référons à la partie théorique de la présente étude. En effet, cette variation de 2007 à 2009 peut se découler d'un phénomène de hausse de la barrière tarifaire, laquelle incite les investisseurs à embarquer dans ce pays.

1) Aperçu général de l'internationalisation des échanges et de la production en Afrique.

1.1. Croissances économiques et ratio d'ouverture des quelques pays africains.

Partons du pays de l'Afrique de l'ouest car cette région est une des régions du monde où l'on retrouve les plus faibles revenus par habitant. Les pays de la zone sont confrontés à un niveau de pauvreté alarmant, à des l'instabilité tant au niveau économique que politique, des

infrastructures inadéquates, des conflits armés et à la corruption. Ces éléments, et beaucoup d'autres, constituent un énorme frein à leur développement.

Les six pays dont le Bénin, le Burkina Faso, le Mali le Ghana, le Niger et le Nigeria sujets de description ont tous, en 2002, un revenu par habitant inférieur à la moyenne de la région sub-saharienne qui se chiffre à 450 US\$.

Le tableau suivant montre des statistiques importantes par pays en 2002²⁷

Tableau 3 : Statistiques descriptives de la croissance économique de 5 pays Africains.

Pays	PIB réel en 2002 ²⁸	Croissance du PIB ²⁹	Ratio d'ouverture ³⁰
Bénin	2900	4,06	47,23
Burkina Faso	3324	3,69	36,63
Ghana	8687	3,26	52,41
Mali	3515	2,42	55,68
Niger	2386	1,21	43,95
Nigeria	32952	2,01	63,83

Source : CD-ROM World Development Indicators de la Banque Mondiale (2004).

Nous remarquons que l'économie du Nigeria est de loin la plus importante en termes de PIB et celle qui possède le degré d'ouverture le plus élevé. En revanche, son taux moyen de croissance annuelle est relativement faible comparé aux autres pays. Le Nigeria est aussi le seul pays parmi les six qui exportent plus qu'il importe. Il faut se rappeler que le Nigeria possède des ressources pétrolières importantes, ce qui le distingue des autres pays, mais dû à la corruption et à une mauvaise gestion, les revenus qu'il tire de cette ressource naturelle sont loin de ce qu'ils pourraient être. Ces dernières années, le secteur pétrolier a compté pour près de 90% des recettes d'exportations et près de 32% du PIB. Cette dominance du secteur des hydrocarbures a eu pour conséquence de négliger le secteur agricole, et par le fait même, la création d'emploi, ainsi que la diversification des exportations et le développement de l'économie rurale.

Le Nigeria étant fortement tributaire de ses ressources pétrolières, la chute drastique du prix du pétrole au début des années 1980 a contribué à la détérioration de son économie, de

²⁷ Les chiffres sont tirés du CD-ROM World Development Indicators de la Banque Mondiale (2004).

²⁸ PIB réel en 2002 aux prix de 1995, en millions de US\$.

²⁹ Moyenne des taux de croissance annuels pour la période 1980-2002, en %.

³⁰ Moyenne des ratios annuels des exportations (X) plus les importations (M) sur le PIB pour la période 1980-2002, en %.

ses termes d'échanges, de ses finances publiques et de sa balance des paiements. Les perspectives de croissance de l'économie nigérienne restent donc fortement dominées par les tendances du secteur des hydrocarbures,

Le Nigeria est également le pays le plus peuplé d'Afrique, et la plus grande majorité des nigériens vivent au-dessous du seuil de pauvreté³¹.

L'économie du Bénin, quant à elle, est très peu développée et dépend principalement de la production de coton, de l'agriculture et du commerce régional. Le Bénin reste fortement dépendant de l'évolution économique et des politiques commerciales du Nigeria, son principal partenaire commercial, et des variations dans les cours mondiaux du coton. C'est d'ailleurs suite à une conjoncture nigérienne défavorable et à une baisse des prix de coton vers la fin des années 1980 que le Bénin fut confronté à une grave crise économique et financière, qui a notamment engendré une baisse importante du revenu par habitant.

Le pays a tout de même connu ces dernières années une croissance moyenne de 5%, mais l'augmentation importante de la population a contrecarré cette hausse. En outre, l'économie béninoise souffre actuellement des importantes barrières commerciales instaurées par le Nigeria, qui bannit de ses importations une longue liste de produits béninois.

Le Burkina Faso, pays enclavé des plus pauvres de la planète, a une structure des exportations peu diversifiée composée essentiellement de produits primaires non transformés et un secteur industriel faible. Près de 90% de la population burkinabé travaille dans le secteur agricole où la production de coton est majoritaire, représentant environ 55% des exportations et contribuant à près de 32% du PIB. Sa croissance économique dépend d'ailleurs largement de l'augmentation du cours international du coton, des variations climatiques, ainsi que du taux de change de l'euro, son principal partenaire commercial étant l'Union Européenne.

Actuellement, la crise que connaît son voisin frontalier, la Côte-d'Ivoire, est venue perturber ses flux d'échanges commerciaux et décourager tout projet industriel. Le port d'Abidjan faisant transiter près de 55% du commerce extérieur burkinabé.

Le Ghana, bien doté en ressources naturelles, a un revenu par habitant de presque deux fois supérieur à celui des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Néanmoins, le Ghana reste un pays en développement très endetté et fortement tributaire de l'aide financière étrangère. Son économie repose principalement sur l'agriculture, notamment la culture du cacao, et les

³¹ Les informations concernant les pays sont tirées du site web CIA-The World Factbook, ainsi que des examens des politiques commerciales de l'OMC.

ressources minières, en particulier l'extraction d'or. Ces activités représentent à elles seules plus de la moitié du PIB et emploient 60% de la population.

La situation économique ghanéenne est donc dépendante de facteurs climatiques ayant un grand impact sur la production agricole, ainsi que des fluctuations dans les prix mondiaux des produits primaires.

Au début des années 1980, le Ghana a vécu une crise économique importante en raison d'une baisse des cours mondiaux des produits qu'il exporte et d'une grave sécheresse. Sa production de cacao et sa production industrielle ont fortement chuté, et par conséquent, le PIB par habitant a atteint, en 1983, environ la moitié de son niveau qui prévalait à la fin des années 1960.

L'économie du Mali est également une des plus pauvres au monde. La structure de ses exportations reste concentrée sur l'or et le coton, la plaçant donc en situation vulnérable face aux fluctuations des cours internationaux. L'agriculture, principalement le coton et l'élevage, a contribué à 32% du PIB en 2002 et occupe 70% de la population active. Toutefois, l'activité aurifère est en forte expansion et cette diversification des exportations a permis au Mali d'atteindre, ces dernières années, des taux de croissance élevés.

Néanmoins, le pays est largement dépendant de l'aide internationale et des programmes d'ajustement structurel du FMI ont été adoptés afin de stimuler d'avantage son économie.

La crise en Côte d'Ivoire qui a débuté en 2002 a également eu un impact adverse pour le Mali, pays enclavé qui assume les surcoûts liés au transport et qui bénéficiait de l'accès au port d'Abidjan. Plus de 70% de ces importations et exportations en volume transigeaient par le circuit d'Abidjan en 2001, et a chuté en 2003 à près de 15% pour les importations et 30% pour les exportations³².

Quant au Niger, pays des moins avancés, il possède une économie lourdement affectée par la désertification, une forte croissance démographique et une baisse de la demande mondiale pour l'uranium, sa principale ressource exportée (61% du total des exportations en 2002). L'activité agricole occupe également une place importante dans son économie, mais elle reste très différenciée compte tenu de la variabilité du climat. D'ailleurs, la sécheresse qu'a connu le Niger en 1984 s'est traduite par une chute de près de 17% de son PIB.

³² Selon les informations remises par les autorités maliennes à l'Organisation Mondiale du Commerce pour l'examen des politiques commerciales en 2004.

Le Niger profite de différents programmes d'aide du FMI et d'autres organismes internationaux afin d'alléger le fardeau de sa dette et amorcer sa croissance.

Selon Alan Gelb, chef économiste pour la région Afrique de la Banque Mondiale, la création d'une zone de libre-échange aiderait grandement le développement de l'Afrique de l'Ouest. « Une zone économique plus large et plus ouverte peut en effet produire des économies d'échelle, améliorer la concurrence, attirer les investissements et finalement étouffer l'émergence de nouveaux conflits »³³.

Après avoir dressé ce bref portrait des pays à l'étude, nous poursuivons avec l'aperçu des relations entre croissance économique et exportations à Madagascar et en Afrique.

1.2 Relations entre croissance économique et exportations à Madagascar et en Afrique.

Entre 2000 et 2010, l'exportation en Afrique a connu un taux d'accroissement annuel moyen de 13,9%, contre 4,8% pour Madagascar. Durant cette sous-période, la croissance économique correspondant a été de 4,5% et 3,0% respectivement pour l'Afrique et Madagascar. Toutefois, à travers les valeurs du coefficient de variation³⁴ (cf. Tableau 4), la dispersion des valeurs de la croissance économique par rapport à la moyenne est très élevée pour Madagascar, comparée à celle de la moyenne africaine. Il en est de même pour la variabilité de la croissance des exportations. Ces deux résultats montrent la forte instabilité de la croissance économique et celle des exportations à Madagascar sur la période sous-revue.

Tableau 4 : Evolution moyenne de la croissance économique et exportations en Afrique entre 2000 et 2010.

	Moyenne de la croissance économique	Moyenne de la croissance des exportations
Afrique	4.5% (91%)	13.9%
Madagascar	3.0% (209%)	4.8% (587%)

Source : CNUCED/ Banque mondiale 2004. Les termes entre () indique le Coefficient de variation

³³ Propos tiré de l'article *Afrique de l'Ouest : Le nouveau défi : Réaliser les bénéfices de la paix*, parue le 19 mars 2004 dans la section Actualité du site web Le Groupe Banque Mondiale.

³⁴ Le coefficient de variation, noté CV, correspond à l'écart type de la distribution exprimé en pourcentage de la moyenne de la distribution. Plus ce coefficient est élevé, plus la dispersion est importante. La formule générale est $CV = \frac{\sigma}{\mu} (100\%)$

Apparemment, ces chiffres indiquent la forte contribution de l'exportation dans la croissance économique en Afrique. Néanmoins, une analyse par pays montre des résultats mitigés. En effet, un groupe de pays ont enregistré une croissance moyenne forte de ses exportations, associée à une croissance économique moyenne élevée. Cette catégorie de pays est essentiellement composée des exportateurs des produits pétroliers, à savoir le Tchad, l'Angola et la Guinée Equatoriale. Par contre, la majorité des pays se trouvent autour de la moyenne, c'est-à-dire ils se sont caractérisés par une forte évolution moyenne des exportations, associée à une croissance économique moyenne. Près de trois-quarts des pays africains sont classés dans cette catégorie.

Quant à Madagascar, le pays se trouve dans le groupe des pays ayant une croissance moyenne faible de ses exportations et de sa croissance économique. Ce groupe est essentiellement composé de la Zimbabwe, l'Érythrée, les Comores et la République de Centrafrique.

Toutefois, la variance élevée de l'évolution des exportations et/ou la croissance économique, conjuguée avec l'inexistence d'études sur la contribution réelle de l'exportation au PIB de ces pays ne permettent pas de prendre une quelconque conclusion sur la relation entre les deux variables, en particulier dans le dernier groupe de pays dont fait partie Madagascar. Ainsi, ce problème sera traité dans la suite de l'étude.

Nous avons alors que la contribution de l'exportation à la croissance économique d'un pays, surtout en Afrique, dépend des contextes qui leur incombent. Passons maintenant à la relation liant cette croissance et la performance industrielle à Madagascar et en Afrique.

1.3 Relation entre la croissance économique et la performance industrielle à Madagascar et en Afrique.

Nous reprenons dans cette section, une typologie de la performance industrielle des pays africains fondée sur deux indicateurs, à savoir, le niveau d'industrialisation³⁵ des pays en 2010 et leur croissance industrielle³⁶ entre 1990 et 2010. Cette typologie a été présentée dans

³⁵ • Le **niveau d'industrialisation** de chaque pays est capturé par sa valeur ajoutée manufacturière (VAM) par habitant. Cet indicateur nous permet de déterminer les pays africains qui ont une capacité manufacturière nettement supérieure à la moyenne régionale, de même que ceux qui n'ont pas encore d'activités manufacturières de réelle importance. Comme la VAM par habitant moyenne de la région est de 100 dollars, les pays africains qui ont une VAM par habitant supérieure à 200 dollars sont considérés comme ayant atteint un niveau d'industrialisation relativement avancé. Il convient de noter que le seuil ainsi retenu est deux fois supérieur à la moyenne régionale;

³⁶ • La **croissance industrielle** est capturée par le taux de croissance annuel cumulé de la VAM par habitant. Cet indicateur nous permet de déterminer les pays africains qui s'industrialisent avec le plus de dynamisme, ainsi

le rapport sur le développement économique en Afrique 2011, pour analyser les options stratégiques qui s'offrent aux différents pays africains, afin d'étudier et évaluer les possibilités et les opportunités d'industrialisation futures. Étant donné qu'elle est fondée sur des analyses structurelles de la croissance industrielle, l'année de publication du rapport en 2011 ne change pas la teneur et la portée de ces résultats.

Sur la base de ces indicateurs, les pays africains peuvent être classés en cinq groupes (cf. Figure 3): Les pays « *en avance* » qui sont engagés dans une croissance durable à long terme, avec un niveau d'industrialisation deux fois supérieur au moins à la moyenne africaine qui est de l'ordre de 100 dollars américain, et avec un taux de croissance industrielle d'au moins 2,5 %. Il s'agit de l'Égypte, de la Namibie, des Seychelles et de la Tunisie;

Les pays « *en progrès* » qui sont eux aussi parvenus à un niveau d'industrialisation par habitant comparativement élevé. Mais leur taux de croissance industrielle est inférieur au seuil de 2,5 %. Il s'agit de l'Île Maurice, de l'Afrique du Sud, du Swaziland, du Maroc, de la Lybie et du Gabon ;

Les pays « *en rattrapage* » qui sont engagés sur la voie d'une croissance relativement rapide et prometteuse. Ils ont une Valeur Ajoutée Manufacturière (VAM) par habitant inférieure à la moyenne africaine de 100 dollars US mais disposent d'un taux de croissance industrielle d'au moins 2,5 %, ce qui signifie qu'ils ont encore besoin d'un certain temps pour se doter d'un secteur industriel robuste. Il s'agit du Lesotho, de l'Angola, du Mozambique, du Soudan et d'Uganda

Les pays « *en retard* » qui ont un niveau d'industrialisation relativement faible et, à la différence des pays en rattrapage, ils n'ont pas réussi à parvenir à un taux de croissance industrielle suffisamment élevé pour améliorer notablement leur situation. La plupart d'entre eux ont une Valeur Ajoutée Manufacturière (VAM) par habitant inférieure à la moyenne africaine de 100 dollars US et ils n'ont pas enregistré ces vingt dernières années une importante croissance industrielle. Ces pays sont en général fortement tributaires d'exportations de ressources naturelles non transformées et leur secteur industriel contribue peu au PIB. Leur activité industrielle est dominée en outre par les produits alimentaires et le raffinage du pétrole. Il s'agit du Botswana, de l'Algérie, du Cameroun, du Cap Vert, de la Côte d'Ivoire, du Congo, du Sao Tome, du Sénégal, du Kenya, du Zambie, du Burkina Faso,

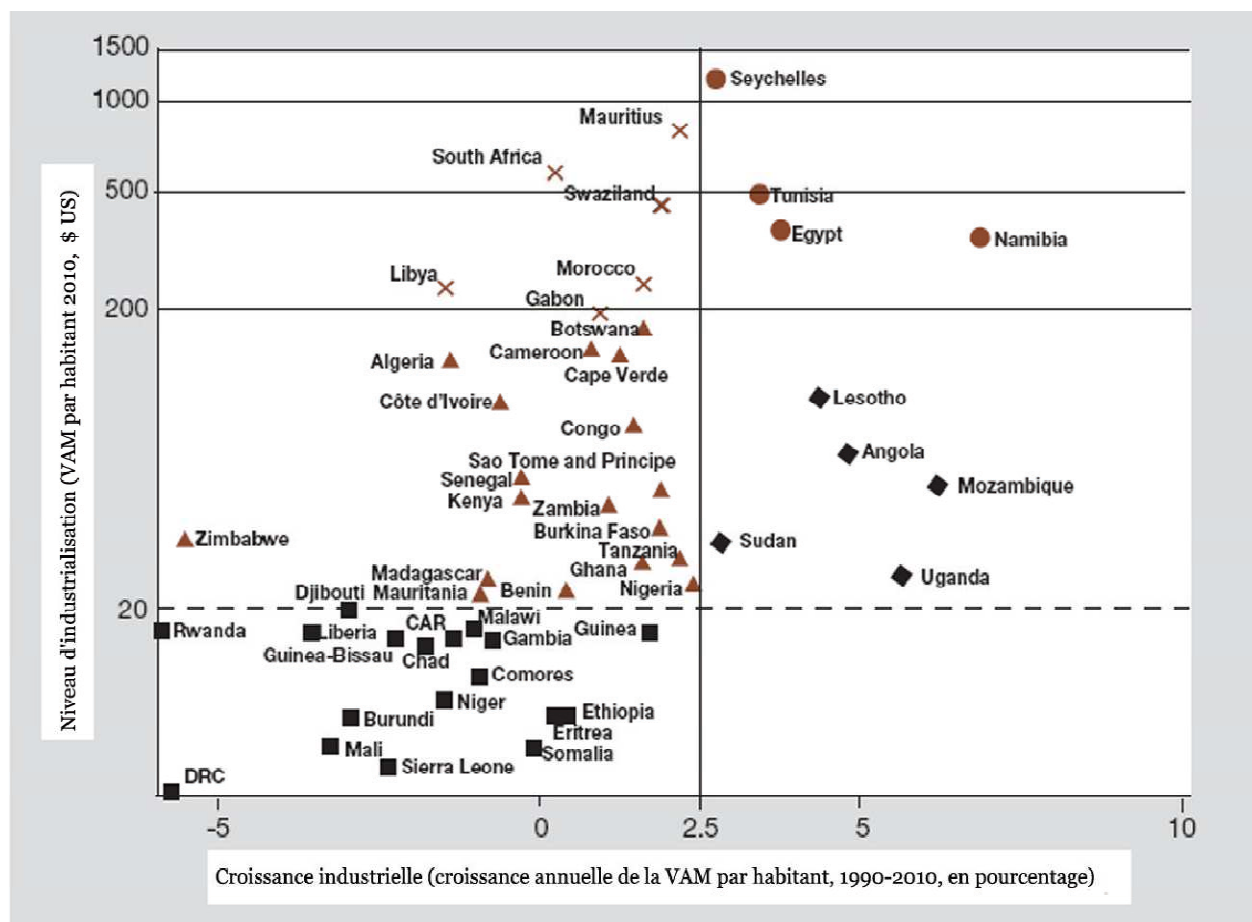
que ceux dont l'industrialisation stagne ou régresse. Les pays dont le taux de croissance de la VAM par habitant est supérieur à 2,5 % sont considérés comme ayant une croissance relativement très élevée. Ce seuil de 2,5 % est supérieur d'environ 3,5 fois au taux de croissance moyen de la VAM par habitant, qui s'établit à 0,7 %.

de la Tanzanie, du Zimbabwe, du Ghana, de Madagascar, de la Mauritanie, du Benin et du Nigeria.

Pour espérer tirer profit pleinement du développement industriel, ces pays doivent faire de grands efforts pour appuyer l'activité manufacturière en général. Par ailleurs, ils doivent se doter dans le même temps des capacités technologiques de base indispensables pour passer à des secteurs à plus forte intensité de technologie dans une phase ultérieure.

Les pays du dernier groupe qualifié de pays « *en phase initiale* » ont un très faible niveau d'industrialisation et une croissance industrielle très médiocre. Dans de nombreux pays de ce groupe, la croissance de la VAM par habitant a été négative ces dernières années. Il s'agit du Rwanda, du Liberia, de Djibouti, de CAR, de Malawi, de Gambie, de Guinée, de Guinée Bissau, du Chad, de l'Île Comores, du Niger, de Burundi, d'Éthiopie, d'Erythrée, du Mali, de Somalie et de Sierra Leone.

Figure 4: Niveau d'industrialisation et croissance industrielle des pays africains : Vue d'ensemble



Ainsi, le constat est que si certains pays ont bien progressé en termes tant de niveau d'industrialisation que de croissance industrielle, la majorité des pays africains ont encore beaucoup de difficultés à s'industrialiser. En effet, dix pays africains seulement disposent d'une base manufacturière relativement développée. Parmi ces pays, quatre ont un taux de croissance annuel moyen de leur VAM par habitant d'au moins 2,5 %, et sont classés pays en avance, les six autres appartenant au groupe moins dynamique des pays en progrès.

Cinq pays en outre sont considérés comme en rattrapage, parce qu'ils ont des taux de croissance industrielle élevés mais qu'ils n'ont pas atteint le seuil de 200 dollars US pour la VAM par habitant. Néanmoins, 70 % des pays africains (soit 36 pays) n'ont pas réellement progressé. Parmi eux, 18 se situent dans le groupe des pays en retard, avec quelques activités manufacturières existantes sur lesquelles ils pouvaient compter, alors que les autres, avec une VAM par habitant inférieure à 20 dollars US, sont totalement dépourvus de base industrielle. *Madagascar* n'est pas l'exception en matière d'industrialisation face à ses homologues africains, qui n'ont pas beaucoup progressé en matière de développement industriel au cours de ces vingt dernières années, et est qualifié de « pays en retard » avec une valeur ajoutée manufacturière³⁷ (VAM) par habitant de seulement 25 \$ US en 2010, et d'un taux de croissance industriel négatif de -0,8% entre 1990-2010. Le poids du secteur industriel dans le PIB de Madagascar n'a d'ailleurs jamais dépassé le seuil de 12,5% en termes réels.

En bref, cette sous-section nous a brossé la situation qui prévaut en matière d'industrialisation à Madagascar depuis l'indépendance jusqu'à maintenant. Nous avons pu constater ainsi que les gouvernements qui se sont succédé depuis la Première République ont eu chacun leur propre vision en matière de développement de l'industrie (politique d'import-substitution, investissements à outrance, industrie autocentrée, Zones Franches et industries tournées vers l'exportation, et l'intégration régionale).

Nonobstant, nous pourrions avancer que Madagascar n'a pas jusqu'à maintenant élaboré une réelle politique d'industrialisation pour l'aider à développer son tissu industriel. De même, les différentes stratégies de développement économique (passage d'une économie administrée à l'économie de marché), qui se succédaient, ne mettent pas trop l'accent sur le développement industriel comme cheval de bataille, mais prônait surtout à partir des années 90

³⁷ Depuis ces trois dernières décennies, le poids de la valeur ajoutée manufacturière à Madagascar représente en moyenne 82% de la valeur ajoutée industrielle totale. L'industrie en général est fortement liée à l'industrie manufacturière avec une très forte corrélation de 99%.



la libéralisation économique et l'ouverture extérieure comme condition de réussite de ses stratégies politiques. Certes, il y avait eu des secteurs privilégiés (comme la Zones Franches Industrielles (ZFI), les industries tournées vers l'exportation, les industries minières et les activités de transformation connexes, les filières agro-industries) qui ont été mis en avant, au détriment des industries manufacturières de droits commun tournées vers le marché intérieur, qui ont été plutôt laissés à la marge.

Ainsi, les différentes phases de développement industriel et des systèmes économiques qui se sont alternés n'ont pas permis à Madagascar d'ériger un tissu industriel lui permettant de construire une base solide pour son développement économique.

Ces conclusions renforcent, d'une part, l'assertion selon laquelle Madagascar est un pays en retard industriellement, et d'autre part, expliquent en partie la faiblesse structurelle de la contribution du secteur industriel malgache dans la formation du PIB.

2) Madagascar face à la mondialisation.

Afin de réaliser un panorama sur le fait que Madagascar pourra saisir ou non les opportunités apportées par la mondialisation, il importe pour nous de mettre en avant deux points cruciaux. Voyons premièrement l'impact des facteurs structurels sur les caractéristiques de la mondialisation en termes d'échanges commerciaux ; ensuite nous essayons de voir la relation de causalité entre exportations et croissance économique à Madagascar (c'est-à-dire une approche économique de l'impact de la mondialisation sur le développement des échanges extérieurs de Madagascar : la croissance économique viennent-elle des entreprises exportatrices) et enfin identifions la relation de long terme et de causalité sur le point où l'industrie joue un rôle moteur de croissance économique à Madagascar.

2.1- L'impact des facteurs structurels sur les caractéristiques de la mondialisation en termes d'échanges commerciaux.

Mettons alors en exergue les facteurs structurels qui expliquent en partie les échanges commerciaux entre pays que nous venons d'expliquer précédemment à partir d'un modèle économétrique.

Parmi tant d'auteurs faisant des analyses normatives de l'ouverture des économies, qu'elles soient industrialisées ou en développement, retenons celle de Naudet en 1994, dont l'explication se fait dans la suite de cette étude, dans la mesure où elle est spécifique dans notre analyse pour deux raisons.

D'une part, la simplicité de la démarche adoptée constitue son atout majeur. Elle explique une part importante des différences de niveau des échanges entre un large échantillon de pays, sans pour autant recourir à des variables difficiles à mesurer, ni faire intervenir des relations complexes dont les interprétations risquent d'être hasardeuses.

D'autre part, les variables explicatives retenues se révèlent pertinentes pour étudier le cas de Madagascar, un grand pays peuplé, qui figure parmi les économies les moins avancées, et dont le niveau intérieur des prix est particulièrement faible. L'étendue du pays contribue en effet à favoriser sa faible extraversion. En plus de l'idée d'une possible autosuffisance, les problèmes d'infrastructures et les enclavements régionaux qui en découlent, peuvent conduire à une politique tournée vers l'intérieur. De surcroît, l'insularité du pays, qui ne lui offre pas de frontières communes avec des pays voisins, limite les possibilités d'échanges. L'importance du commerce transfrontalier dans les pays d'Afrique Sub-Saharienne constitue la preuve. En revanche, la taille restreinte du marché intérieur due à la faible densité du pays devrait stimuler une plus grande orientation du pays vers l'extérieur. A ce facteur s'ajoute le faible niveau de ses prix intérieurs en parité du pouvoir d'achat qui lui permet d'être compétitif sur les marchés mondiaux. Enfin, sans prétendre résoudre le problème de la causalité entre les deux variables, le lien entre le revenu par tête et le degré d'ouverture doit être considéré pour dégager la véritable « inclination » du pays pour une politique plutôt tournée vers l'extérieur ou vers l'intérieur.

Ce modèle de Naudet dont nous avons choisi est donc un modèle explicatif des échanges en fonction des variables structurelles qui déterminent le PIB : la superficie, la densité de la population, le PIB par tête et le niveau de prix intérieur (les deux dernières variables étant évaluées en parité de pouvoir d'achat). Il définit l'indicateur obtenu à partir des résidus comme les « inclinaisons spécifiques de chaque pays à l'ouverture ».

Le modèle adopté s'écrit sous la forme suivante :

$$X+M = \lambda \times S^\alpha \times D^\beta \times Y^\gamma \times P^\sigma \quad (1)$$

Ou encore :

$$\log(X + M) = Cte + \alpha \log(S) + \beta \log(D) + \gamma \log(Y) + \sigma \log(P) \quad (2)$$

Ou : X et M sont respectivement les exportations et les importations

S désigne la superficie

D désigne la densité

Y est le PIB par tête en parité du pouvoir d'achat

P est le niveau des prix intérieurs en parité du pouvoir d'achat.

Compte tenu de la liaison entre le PIB et les autres variables explicatives :

$$\text{PIB} = S \times D \times Y \times P \quad (3)$$

L'équation (1) est équivalente à un modèle explicatif du taux d'ouverture

$$(\text{X}+\text{M})/\text{PIB} = \lambda \times S^{\alpha-1} \times D^{\beta-1} \times Y^{\gamma-1} \times P^{\sigma-1} \quad (4)$$

Essayons alors de mettre en évidence l'influence de plus en plus limitée des facteurs structurels sur les échanges à l'échelle mondiale. Pour ce faire, retenons la période 1990 à 1995, car travailler sur cette période permet d'évaluer l'impact de la stratégie d'ouverture à Madagascar depuis 1987, d'éloigner les effets des crises malgré la crise politique de 1991.

Ainsi, si nous cherchons à estimer les coefficients de l'équation (4)³⁸, nous obtenons des élasticités avec des signes conformes aux intuitions (voir tableau 1).

L'ouverture est corrélée positivement avec le niveau de revenu par tête. En revanche, plus le pays est grand, et plus il est densément peuplé, moins il est enclin à se tourner vers l'extérieur. Enfin, le coefficient correspondant au niveau intérieur des prix a également le signe négatif prévu. S'il est difficile de conclure sur le sens de la causalité, l'importance du facteur compétitivité apparaît dans la mesure où elle agit dans les deux sens. D'une part, une plus grande ouverture tend à limiter le niveau des prix par le jeu d'une concurrence accrue, d'autre part, des prix élevés rendent difficile l'insertion sur le commerce mondiale.

Tableau 5 : Evolution des effets des facteurs structurels sur l'ouverture aux échanges

Années	Elasticités du modèle explicatif du degré d'ouverture (X+M)/PIB : équation (4)			
	Superficie	Densité	Revenue/tête (PPA)	Prix (PPA)
1990	-0,29	-0,20	0,20	-0,20
1991	-0,29	-0,22	0,20	-0,31
1992	-0,27	-0,20	0,166*	-0,21**
1993	-0,256	-0,20	0,13	-0,206
1994	-0,247	-0,196	0,087**	-0,126
1995	-0,175	-0,11	Ns	ns

Source : - Statistiques Financières Internationales FMI pour les importations, les exportations et le PIB en valeur

³⁸ Donnée par le tableau 1

-World Table Banque Mondiale pour la superficie et la densité.

-Penn World Tables 5.6, Summers et Heston, (1994) pour le PIB par tête et les prix en parité du pouvoir d'achat. Pour la dernière année, nous avons utilisé l'évolution de l'indice des prix de chaque pays, et les niveaux en 1994 pour estimer les valeurs en PPA.³⁹

Ainsi, la mondialisation se traduit par le fait que d'une part, les facteurs structurels, notamment relatifs à la taille d'une économie (superficie et population) constituent de moins en moins des contraintes pour le développement des échanges commerciaux des pays. Ce résultat découle notamment du développement des infrastructures et des télécommunications à l'échelle internationale. D'autre part, étant donné qu'un nombre de plus en plus important de pays cherchent à intensifier leurs flux commerciaux avec l'extérieur, le niveau des prix a tendance à s'harmoniser au niveau mondial. Enfin, avec l'arrivée des NPI d'Asie ou d'autres pays émergents sur la scène du commerce international, exemples suivis par de nombreux pays en développement, le niveau du PIB/tête d'un pays constitue de moins en moins un critère déterminant du degré d'ouverture des économies.

2.2- La relation entre exportations et croissance économique.

Dans cette sous-section, entrons dans un détail plus économétrique en interprétant des calculs déjà effectués par des statisticiens malgaches.⁴⁰

Tableau 6 : Evolution du PIB et exportations de Madagascar de 1975 à 2010, en milliards d'Ariary 1984.

Années	1975	1981	1987	1993	1999	2001	2005	2009
PIB constant	350	338	351	365	415	460	450	610
Exports constants	49	49	50	51.5	60	80	79	104

Source : Banque Centrale de Madagascar, 2010.

Il ressort du tableau 6 que l'exportation et la croissance économique semblent évoluer d'une façon synchronisée. Toutefois, ce semblant d'une tendance commune cache les véritables variations des deux grandeurs dans le temps. En effet, si les deux variables suivent une tendance quasi-stable de 1975 à 1993, le PIB a enregistré une croissance vigoureuse avec

³⁹ Les régressions ont été faites sur les logarithmes et portent sur 48 pays (sauf pour 1995 33 pays) pour lesquels les données sont disponibles. Les R2 varient entre 0.6 (pour 90) et 0.5 (pour 95). Les coefficients indiqués sont tous significatifs au seuil de 1%, sauf pour* : à 10% et ** à 20%.

⁴⁰ Saminirina ANDRIAMBELOSOA, Adamson RASOLOFO, *la relation entre exportations et croissance économique à Madagascar*, Ed. juillet 2013.

quelques fluctuations à partir de cette date, pendant que, les exportations ont connu une variation de grande amplitude, en suivant une tendance croissante modérée.

Quant au rapport entre exportation et PIB (aux prix de 1984), sa variation durant la période sous revue oscille autour d'une courbe de tendance de pente légèrement positive. Son évolution moyenne demeure quasi-stable sur la période de l'étude. En effet si ce ratio a été de 13% en moyenne entre 1975 et 1993, il a atteint 17% entre 1994 et 2010.

Analyse de la relation entre croissance économique et exportations

Dans l'analyse de la relation de causalité entre croissance économique et exportations, l'auteur a procédé successivement aux tests :

- de stationnarité,
- de cointégration (celui de Johansen)
- et de causalité de Granger.

2.2.1- Le test de stationnarité du PIB et de l'exportation

Les valeurs sont obtenues en appliquant le test de racine unitaire de Dickey-Fuller augmenté sur les valeurs en termes réels du PIB et de l'exportation.

Tableau 7 : Test de stationnarité du PIB et de l'exportation

	Niveau	Différence première
PIB constant	-1,597	-4,506
Exports constants	-2,672	-4,803

Les valeurs critiques au seuil de 1% et 5% sont respectivement -4,310 et -3,574

En se basant sur le résultat du test, nous concluons que les deux variables ne sont pas stationnaires en niveau. Mais, elles le sont en différence première au seuil de 5%. Il est temps maintenant de vérifier l'existence d'une relation de cointégration, c'est-à-dire une relation de long terme entre les variables prises en niveau.

2.2.2- Le test de cointégration du PIB et de l'exportation

Les valeurs sont obtenues en utilisant le test de Johansen, sur les valeurs en termes réels du PIB et de l'exportation.

Tableau 8 : Test de cointégration du PIB et de l'exportation

	Trace statistic	Valeur critique à 5%	Max-Eingen statistic	Valeur critique à 5%
Rien	24.18869	25.87211	18.64525	19.38704
Au plus 1	5.543438	12.51798	5.543438	12.51798

Source : Notre calcul avec eviews 8.0

Ces résultats indiquent qu'il n'existe pas une relation cointégrante entre la croissance économique et les exportations à Madagascar, donc il n'y a pas de relation de long terme entre ces deux variables. Celles-ci n'ont pas évolué ensemble au même rythme sur la période d'étude considérée. En d'autres termes, il est possible qu'un accroissement des exportations ne soit pas suivi d'une croissance économique et qu'une croissance économique ne débouche pas sur une expansion des exportations.

Toutefois, cette conclusion sur l'absence de cointégration entre les exportations et la croissance économique ne nous indique pas l'absence de causalité entre ces deux variables.

D'où l'intérêt à conduire le test de causalité de Granger.

Il apparaît ainsi que le phénomène de mondialisation actuellement en cours se manifeste par l'entrée en jeu d'autres critères plus complexes, qui ne sont pas facilement quantifiables (présence de firmes étrangères, climat des affaires, localisation géographique, etc.) pour expliquer le niveau des échanges extérieurs d'un pays.

2.2.3- La relation de causalité entre le PIB et l'exportation

Les valeurs sont obtenues en utilisant le test de causalité de Granger sur les variations (en termes réels) du PIB et de l'exportation.

Test de causalité de Granger du PIB et de l'exportation

Tableau 9 : Test de causalité de Granger du PIB et de l'Exportation.

	Observations	F-statistic	Probabilité
ΔEXP ne cause pas ΔPIB	33	1,41596	0,2606
ΔPIB ne cause pas ΔEXP	33	1,05669	0,3844

Source : Notre calcul avec eviews 8.0

Le résultat du tableau indique que pour la période de l'étude, il n'y a pas de relation de causalité entre la croissance économique et l'exportation. L'impact de la variation des exportations sur la croissance économique n'est pas encore significatif. Ce résultat pourrait provenir, d'une part, de la faiblesse et de la rigidité de l'offre des produits à exporter et, d'autre part, du manque d'investissement dans le secteur d'exportation.

Malgré les résultats de ces tests, il est crucial, selon l'étude de quelques économistes, que l'instabilité des exportations contribue de façon non négligeable sur la formation du PIB.

Une petite conclusion peut être tirée de ces analyses. Les facteurs structurels ne peuvent qu'auxiliaires aux échanges internationales. Ainsi, des signes positifs sont constatés depuis la libéralisation des échanges, mais les résultats de l'ouverture extérieure sont modestes. En sus, nous ne pouvons attribuer le faible dynamisme des échanges de Madagascar à des

facteurs exogènes à l'économie, le pays se montre incapable de saisir les opportunités offertes par le marché mondial.

2.3- Impact du phénomène de la mondialisation sur le secteur industriel.

Cette analyse tient compte à la fois de l'impact de la libéralisation et de l'incitation des investissements étrangers sur le secteur industriel, le développement des exportations manufacturières avec l'arrivée de capitaux extérieurs et des quelques statistiques feront l'objet d'une interprétation.

2.3.1- Impact de la libéralisation et de l'incitation des investissements étrangers sur le secteur industriel.

Face aux contraintes qui touchent plus particulièrement les produits primaires, le potentiel de développement du secteur industriel a été évalué. Les prévisions à l'échelle mondiale sont en effet plus favorables pour les produits manufacturés, et le secteur privé dans l'industrie est a priori plus à même de mobiliser des financements pour se développer, notamment avec l'arrivée d'investissements étrangers.

Parlons des atouts et des faiblesses du secteur industriel.

Les entreprises industrielles restent concentrées autour de trois branches: l'"industrie alimentaire", l'"industrie du bois", et enfin, l'"industrie textile"⁴¹. Leur spécialisation dans la production de biens de consommation témoigne également d'une diversification limitée. Leur contribution dans le PIB, et surtout dans la création d'emploi est faible.

La densité encore insuffisante du tissu industriel permet toujours des comportements rentiers autorisé par un environnement quasi-monopolistique. Le niveau des taux de marge est de manière générale élevé.

Un certain nombre de problèmes entravent le développement du secteur industriel. La contraction de la demande intérieure constitue le premier facteur inhibant les possibilités de croissance. Mais malgré les mesures de libéralisation, les branches manufacturières souffrent toujours de problèmes d'équipement, d'approvisionnement, de crédit et d'accès aux devises, ainsi que de la complexité des démarches pour exporter. La lourdeur et la lenteur des procédures administratives sont dénoncées par les opérateurs.

Mais un certain dynamisme peut être constaté si nous se penchons sur la démographie des unités industrielles. La performance des entreprises exportatrices a été constatée, notamment avec le développement de la zone franche, malgré une contribution effective

⁴¹INSTAT, Tableau économique de bord, 13 ; 14.

modeste en regard des espoirs. Les opinions des opérateurs témoignent d'un relatif optimisme sur le potentiel de développement du secteur industriel suite au mouvement de libéralisation de l'économie. La répartition de la valeur ajoutée montre par ailleurs que les entreprises bénéficient d'une marge conséquente pour accroître leur compétitivité.

Mais si l'apport du secteur manufacturier au commerce extérieur est positif, les entreprises industrielles, en particulier celles bénéficiant du régime de la zone franche, se révèlent très dépendantes des intrants importés. Le faible recours à la sous-traitance complète ce bilan sur le caractère restreint de l'intégration de chaque unité de production à l'économie locale⁴².

2.3.2- L'impact favorable de la libéralisation pour le secteur industriel.

Les véritables acquis restent cependant limités. La productivité est en deçà de son niveau de la fin des années 60. La densité du tissu industriel reste encore faible. La croissance du taux de marge brute d'exploitation met en évidence des comportements rentiers qui risquent de réduire la compétitivité des entreprises sur le marché mondial.

Le bilan des trente dernières années sur le processus d'industrialisation est mitigé, avec le recul durant la période de fermeture à peine rattrapé aujourd'hui. Son impact sur la population est limité. La contribution à la création d'emplois est faible, et la rémunération de la main-d'œuvre connaît une baisse en termes réels de près de 50% depuis le milieu des années 70. Si cette tendance est favorable pour la compétitivité des entreprises, en supposant que la productivité du travail puisse se maintenir, elle est problématique vu la détresse de la population et la dynamique récessive de la demande intérieure dans le PIB.

Ainsi, malgré un certain dynamisme, la densité du tissu industriel reste limitée, ce qui ne permet pas une plus grande intégration à l'économie locale, et autorise des comportements monopolistiques. Les industriels continuent par ailleurs de rencontrer des contraintes liées à l'insuffisance de débouchés et aux entraves techniques dans le processus de production. Nous parvenons aussi à dire que le rôle moteur des entreprises industrielles exportatrices est constaté, mais leur développement est limité par des contraintes internes, notamment par la piètre efficacité de l'appareil administratif. Et enfin, la libéralisation et l'ouverture économique ont favorisé l'expansion du secteur industriel. Mais l'analyse sur longue période confirme que le processus d'industrialisation en cours n'est qu'à ses débuts et demande à être consolidé.

⁴² Banque Centrale de Madagascar, Analyses des IDE, tome 1.

Dans cette section, nous allons essayer d'interpréter des résultats économétriques relatifs à la relation de long terme et de causalité entre l'industrie et la croissance économique de Madagascar, voir pour un pays quelconque.

L'analyse empirique utilise les données de Madagascar, selon leur disponibilité des données et leur compatibilité pour tester la validité des résultats théoriques dont nous élaborons depuis l'analyse théorique. Dans la partie théorique, nous avons retenu la loi de Kaldor.

Les hypothèses suivantes sont envisagées:

Hypothèse 1: Il existe une relation d'équilibre de long terme entre le développement des industries et la croissance économique.

Hypothèse 2: Le développement industriel conduit à la croissance économique.

Hypothèse 3: La croissance économique conduit au développement industriel.

Les tests de validation de ces hypothèses sont appliqués sur des données annuelles sur la croissance économique (mesurée par le PIB réel), et sur le développement industriel (niveau de production industrielle mesurée par sa valeur ajoutée dans le PIB) pour la période 1970-2012. Les données sont libellées en monnaie locale « ARIARY » et sont en valeur constant de

1984. Une variable muette « Dummy » dénommée « Instabilité » qui prend la valeur de « 1 » lors des crises de 1972, 1981, 1991, 2002 et 2009, a été introduite pour corriger les fluctuations brusques des données des séries temporelles. Etant donné que ce sont des séries de données longues, et pour une cohérence au niveau des données⁴³. L'auteur utilise dans ce cadre le modèle linéaire de base ci-après signifiant que la production industrielle est une composante du PIB.

Si nous additionnons, les deux séries sont transformées sous forme de logarithme naturel pour minimiser toutes distorsions possibles des propriétés dynamiques des séries temporelles et pour enlever les problèmes d'hétéroscédasticité.

$$LPIBR_t = c + \beta LPIBRI_t + \varepsilon_t$$

Où : LPIBR : Log PIB réel (croissance économique)

LPIBRI : Log PIBRI (Valeur Ajoutée industrielle)

c : constante

β : paramètre à déterminer et ε_t : terme d'erreur

⁴³ WDI(<http://data.worldbank.org/>)

Après avoir effectué le test de racine unitaire sur les variables et de déterminer le nombre de retard, nous parvenons aux résultats suivants :

- l'hypothèse nulle d'une racine unitaire ne peut être rejetée pour les deux variables (production industrielle et croissance économique) en niveau, mais par contre l'hypothèse nulle de l'existence d'une racine unitaire est rejetée pour les variables en différence première, à la fois pour le test ADF et le test de Philip-Perron. Les résultats du tableau ci-dessus confirment à l'unanimité que toutes les variables sont intégrées d'ordre un ou $I(1)^{44}$,
- le retard optimal retenu qui optimise (minimise) la valeur des critères d'informations AIC et SIC est le retard 2.

2.3.2.1- Test de Cointégration de Johansen

Les résultats du test de cointégration de Johansen dans le tableau ci-dessous montrent que les statistiques sur les traces et les statistiques des valeurs propres maximales sont plus grandes que les valeurs critiques et, par conséquent, l'hypothèse nulle d'absence de cointégration ne peut être rejetée au niveau de signification de 5% pour Madagascar. Les résultats indiquent qu'il existe une relation de cointégration entre les deux variables au seuil de 5% parce que la statistique de trace et la valeur statistique des valeurs propres maximales sont supérieures aux valeurs critiques. L'hypothèse nulle d'absence de cointégration peut être rejetée au niveau de 5%. Les résultats indiquent l'existence d'une relation de cointégration entre le secteur industriel et la croissance économique.

Tableau 10 : Résultats du Test de Cointégration de JOHANSEN

Hypothèse nulle	Hypothèse alternative	Statistique de trace	Trace stat 95% critical value	Statistic Max eigenvalue	Max eigenvalue 95% critical
$r = 0$	$R = 1$	33.27919	25.26184*	25.06257	15.89210
$R \leq 1$	$R = 2$	8.216613	9.164546	8.216613	9.164546

Source : Calcul effectué avec Eviews 8.0, notre calcul.

Le test de Trace et le test de Max eigenvalue indiquent l'existence d'au moins une équation de cointégration au seuil de signification de 5%.

⁴⁴ Dans : Industrie comme moteur de croissance à Madagascar, p.38

Par conséquent, l'hypothèse 1 qui stipule qu'«il y a une relation d'équilibre de long terme entre le secteur industriel et la croissance économique » est vérifiée. En d'autres termes, il existe un équilibre à long terme entre les deux variables pour Madagascar. Dans ce cas, la méthode de test de causalité de Granger par un modèle VECM est la meilleure option pour tester la causalité directionnelle de la relation de long terme.

2.3.2.2- Test de causalité de GRANGER

Les résultats du test de causalité de Granger dans le tableau ci-dessous donnent les conclusions qui suivent. Pour le test de causalité de Granger de court terme (test de causalité de Granger standard), l'hypothèse nulle selon laquelle la croissance économique ne cause pas au sens de Granger le développement industriel ne peut être rejetée au seuil de 5 pour cent de niveau de signification. Cependant, nous acceptons l'hypothèse nulle de la causalité selon laquelle le développement industriel ne cause pas, au sens de Granger, la croissance économique. Ce résultat indique que dans le court terme, il y a une causalité unidirectionnelle allant de la croissance économique vers le secteur industriel, et que c'est la croissance économique qui favorise l'expansion du secteur industriel.

Tableau 11 : Résultats du Test de causalité de Granger standard et du VEC Granger causality test

Hypothèse nulle	Test de causalité de Granger standard		VEC Granger causality test	
	F-Stat	p-value	χ^2	p-value
log PIB réel does not Granger Cause log IND	3.93946** (H3)	0.0284	8.086459** (H3)	0.0175
log IND does not Granger Cause log PIB réel	1.79842	0.1801	5.297533*(H2)	0.0707

Source : Calcul effectué avec Eviews 8.0, notre calcul.

Note : * Rejeter l'hypothèse nulle au seuil de signification de 10%

** Rejeter l'hypothèse nulle au seuil de signification de 5%

*** Rejeter l'hypothèse nulle au seuil de signification de 1%

Le VEC Granger causality test (ou test de Wald) a été par la suite utilisé pour identifier la direction de causalité de long terme entre la croissance économique et le secteur industriel.

D'une part, la causalité directionnelle selon laquelle la croissance économique ne cause pas au sens de Granger le développement industriel ne peut être rejeté au seuil de signification de 5%, ce qui suggère qu'il n'y a pas de raison que la croissance économique ne peut influencer sur le secteur industriel. D'autre part, le test de causalité de Granger modifié par Wald indique aussi le rejet de l'hypothèse nulle selon laquelle le secteur industriel ne cause pas au sens de Granger la croissance économique mais au seuil de signification de 10%.

Nous pouvons en déduire l'existence d'une causalité bidirectionnelle entre la croissance économique et le secteur industriel sur le long terme, et que le secteur industriel peut influencer sur la croissance économique à long terme pour le cas de Madagascar.

Dans cette section, nous pourrions conclure, selon les résultats économétriques établis⁴⁵ :

-pour la période de l'étude, il n'y a pas de relation de causalité entre la croissance économique et l'exportation. L'impact de la variation des exportations sur la croissance économique n'est pas encore significatif

-à travers cette causalité bidirectionnelle sur le long terme entre le secteur industriel et la croissance économique, l'hypothèse de Kaldor's Engine of Growth (KEG) soutenant que le secteur manufacturier/industriel est le moteur de la croissance économique, est vérifiée pour le cas de Madagascar.

Chapitre III- Relation entre ouverture économique de Madagascar et son marché du travail.

D'après les analyses dont nous avons vu le long de cette étude, nous pourrions dire qu'aborder la relation entre l'ouverture économique de Madagascar et son marché du travail convient à limiter l'étude sur la relation entre la croissance économique et le taux de chômage à Madagascar.

⁴⁵ Conforme à l'analyse théorique précédemment retenue.

1) Relations entre le chômage, la croissance économique et la population active à Madagascar.

1.1- Liaison entre le chômage et la croissance économique.

Entamons directement la loi d'Okun Arthur mettant en relation le chômage et la croissance économique.

D'après ce que nous avons énoncé dans la partie théorique, Arthur Okun établit une loi qui prit la forme mathématique suivante: $(\bar{Y} - Y)/\bar{Y} = c(u - \bar{u})$ où

- \bar{Y} est la production potentielle
- Y est la production réelle
- \bar{u} est le taux de chômage naturel
- u est le taux de chômage effectif ou réel
- c est le coefficient d'Okun, saisissant l'élasticité du taux chômage à la variation de la production.

Tableau 12 : Estimation des coefficients entre le taux de la croissance économique et le taux de chômage.⁴⁶

Taux de chômage	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
Δ de la production	-1.930491	23.4868	0.30	0.706	48.60696	62.46794
_constante	3.803708	0.4524116	6.42	0.300	1.833924	3.973491

Source : notre propre calcul avec eviews 8.0.

Après estimations à partir du tableau 12, nous trouvons une équation de la forme suivante : $\Delta U = -1.9 \times (\Delta Y / (Y\% - 2))$.

Cette relation met en évidence un premier phénomène : la croissance ne fait diminuer le taux de chômage que si elle dépasse un seuil critique de 2 % dans le cas de l'estimation d'Okun. En dessous de ce seuil, le chômage, au contraire, augmente. Cela renvoie à deux facteurs :

⁴⁶ Estimation par Eviews 8.0

Premièrement, la population active n'est pas stable. Si elle croît, par exemple, à un taux de 1 % par an, il est nécessaire que le nombre d'emplois progresse à un rythme identique pour que le taux de chômage reste constant : le taux de croissance de la production doit lui aussi être d'au moins 1 %.

D'autre part, la productivité du travail s'accroît chaque année. La production économique doit donc avoir un taux de croissance identique à celui de la productivité, pour que le taux de chômage reste constant. En dessous de ce taux de croissance, les gains de productivité détruisent des emplois. Au-dessus, l'économie crée des emplois.

Nous avons vu que le taux de croissance de l'économie malgache dépasse toujours le seuil de 2% sauf en période de crise et est toujours supérieur au taux de croissance de la productivité, la population active augmente et progresse à un rythme qui ne déborde pas le taux de 3%. Alors, nous pouvons valider les hypothèses d'Okun Arthur.

1.2- Relation entre la croissance économique, la croissance de la population active et le chômage.

Voyons ensuite la liaison entre le taux de croissance de la population active, l'accroissement de la productivité du travail et le taux de chômage.

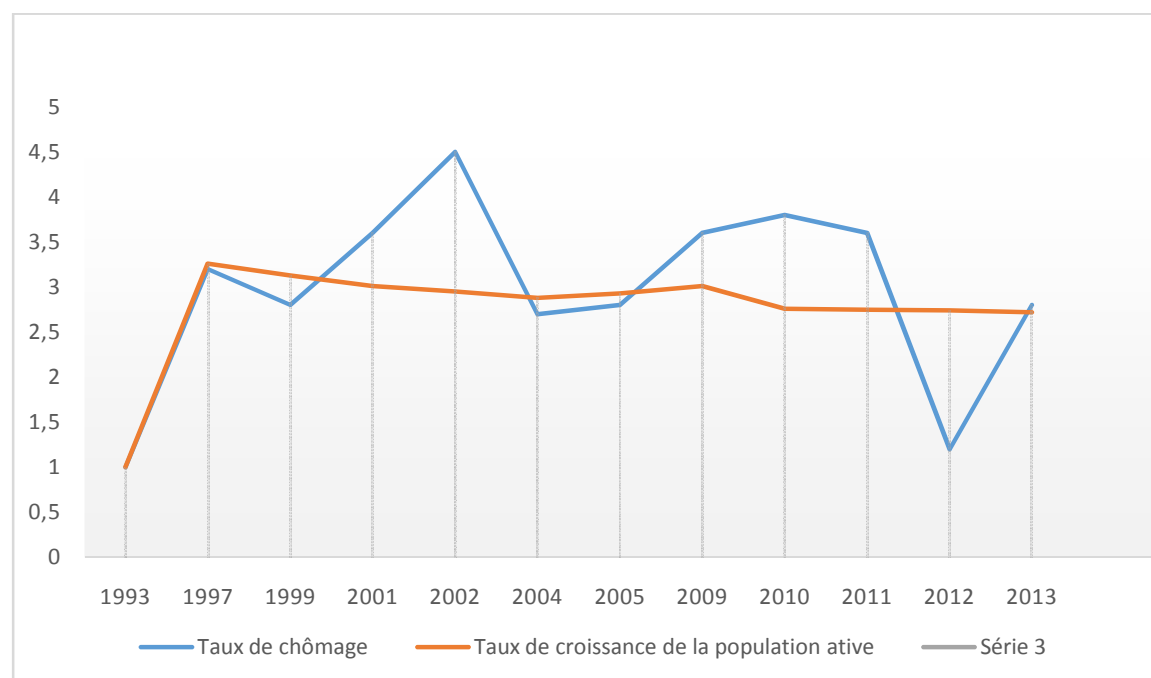
Vue la difficulté de l'estimation du taux de croissance de la productivité du travail, l'absence des données fournies par les établissements travaillant sur la statistique et l'ancienneté des matériels tant au niveau de l'industrie qu'au niveau d'autres secteurs de travail, supposons que les moyens de production croissent au même rythme que la croissance économique. Ainsi, la liaison se heurte sur celle du taux de croissance de la population active et du taux de chômage. D'où le tableau et le graphique ci-après :

Tableau 13: taux de chômage, taux de croissance de la population active, population active.

Années	Taux de chômage	Taux de croissance de la population active (%)	Population active.
1993	1,0	1,0	6292000
1997	3,2	3,26	7144286
1999	2,8	3,13	7603730
2001	3,6	3,01	8084588
2002	4,5	2,95	8323027
2004	2,7	2,88	8809825
2005	2,8	2,93	9067974
2009	3,6	3,01	10150836
2010	3,8	2,76	10430999
2011	3,6	2,75	10717929
2012	1,2	2,74	11011735
2013	2,8	2,72	11311461

Source : INSTAT/ Banque mondiale, 2014.

Figure 5 : Evolution du taux de chômage et de la croissance de la population active.



Source : Figure établie à partir du tableau 13.

Graphiquement, nous pouvons affirmer que le taux de croissance de la population active est lié linéairement au taux de chômage. Les écarts dont nous voyons pour les années 2002 et 2010 correspondent à l'exacerbation du chômage en période de crise.

Supposons alors une relation linéaire entre le taux de chômage, le taux de productivité du travail et le taux de croissance de la population active, laquelle valide la loi d'Okun Arthur.

Nous pouvons alors conclure que c'est la seule faiblesse du secteur de fabrication qui contribue le plus au taux chômage et surtout au sous-emploi à Madagascar.

2) Analyse de l'évolution du secteur promoteur du travail dans les villes de Madagascar.

2.1- Relation entre les secteurs d'activités économiques et l'emploi à Madagascar.

Menons d'abord un bref rappel empirique sur la contribution des secteurs d'activités économiques malgache à la croissance économique et à la création d'emploi. Ce rappel nous indique, d'après tous les apports qui se succèdent le long de cette étude, que le sous-emploi persistant à Madagascar provient de l'incapacité du pays à saisir les opportunités économiques apportées par l'ouverture économique et la mondialisation.

Premièrement, il importe de rappeler l'apport de chaque secteur d'activité économique dans la formation du PIB malgache.

Tableau 14 : Poids des secteurs dans le PIB

Années	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire
2014*	33,0	13,1	53,8
2013**	33,6	12,4	54,0
2012	33,6	12,0	54,4
2011	34,7	12,0	53,3
2010	31,2	12,6	56,2
2009	32,1	12,9	55,0
2008	33,3	12,5	54,2
2007	34,3	12,7	53,0
2006	35,0	12,9	52,2
2005	35,6	12,7	51,7
2004	37,8	11,9	50,3
2003	34,0	13,4	52,6
2002	34,6	13,1	52,3
2001	34,5	12,7	51,8
2000	35,9	12,8	51,3

Source : INSTAT/DSY/*: Prévision - ** : Provisoire, 2015.

A premier vu, on discerne que le secteur secondaire d'activité economique qui connaît la faible apport en termes de valeur dans la formation du PIB de Madagascar alors que ce secteur qui devrait apporter la majorité de la valeur ajoutée. En outre, ce secteur devrait accaparer la part importante des actifs concernant des pays comme Madagascar afin de réduire le taux de chômage déguisé.

Entamons maintenant à l'analyse de l'emploi à Madagascar en considérant une année d'après crise pour ne pas influencer gravement notre analyse par l'erreur.

En plus de la jeunesse de la population malgache, en 2012, 79 % de la population potentiellement active réside en milieu rural où le taux d'activité est de 65 %.⁴⁷

⁴⁷ ENEMPSI, 2012, tome1.

Tableau 15 : Comparaison du taux de l'emploi dans les secteurs d'activités économiques malgache et ceux des deux pays nouvellement industrialisés.

Secteurs d'activités	Secteur primaire			Secteur secondaire			Secteur tertiaire		
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	2012	2013	2014
Madagascar	75	71	70	8	11	13	17	18	17
Malaisie	13	13	12	28	28	27	59	59	60
Singapour	9	8	9	30	30	29	61	62	62

Source : www.worldbank.org

Nous avons constaté que l'emploi sur le secteur secondaire est très minime par rapport aux autres secteurs contrairement à celle des autres pays émergents ou développés. Alors que ce secteur est le secteur qui devrait avoir le plus de la population active. Il est raisonnable alors de conclure que malgré l'ouverture à l'extérieur, Madagascar n'a pas pu promouvoir ses activités de fabrication industrielle très productive et nécessitant plusieurs employés. Elle demeure toujours dans des activités traditionnelles, faiblement mécanisées et contributives dans l'économie nationale⁴⁸.

Pour mettre en lumière également le phénomène affectant le commerce extérieur Malgache interprétons le tableau suivant :

Tableau 16 : Balance extérieure par rapport au PIB nominal entre Madagascar, Malaisie, Singapour.

Années	2010	2011	2012	2013	2014
Madagascar	-18.1	-15.6	-15	-13	-11
Malaisie	15.9	15.6	10.8	8.5	9.2
Singapour	26.4	26.4	22.6	23.2	24.4

Source : www.worldbank.org

Nous observons que Madagascar importe plus qu'elle n'exporte, mais entrons dans plus de détail afin de mettre en exergue le problème de l'industrialisation dans le contexte de l'ouverture.

⁴⁸ Banque mondiale, indicateurs de mécanisations, 2012

Tableau 17 : Comparaison des importations et exportations des biens manufacturés.

Rubriques	Importations des biens manufacturés				Exportations des biens manufacturés			
	2011	2012	2013	2014	2011	2012	2013	2014
Madagascar	57	57	51	nd	0.0	1	2	nd
Malaisie	70	69	67	67	43	43	44	nd
Singapour	60	60	61	62	45	45	47	nd

Source : www.worldbank.org ; nd : non données

Nous déduisons d'après le tableau que la population malgache importe plus de biens de consommation que de biens de production. Cela peut s'interpréter par la faiblesse des investissements directs étrangers malgré l'ouverture de Madagascar.

2.2- Analyse des Investissements Directs étrangers à Madagascar.

Connu comme aspect particulier de l'ouverture, les investissements directs étrangers feront l'objet de notre dernière analyse afin de mettre en lumière l'incapacité de Madagascar de saisir ses opportunités pour lesquels ce pays est conçu comme pays récipiendaire.

Tableau 18 : Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2013.

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Madagascar (en milliards de dollars US)	1.3	0.8	0.8	0.8	0.6
Ensemble du Monde (en milliards de dollars US)	1198.0	1409	1700	1330	1452
Pays en Développement (en milliards de dollars US)	606.2	637	725	729	778
Afrique (en milliards de dollars US)	52.6	44.4	48	55	57
Part de Madagascar dans le Monde (en %)	0.1%	0.1%	0.0%	0.1%	0.04%
Part de Madagascar dans les Pays en développement (en %)	0.2%	0.1%	0.1%	0.1%	0.1%
Part de Madagascar en Afrique(en %)	2.5%	1.8%	1.7%	1.6%	1.1%

Source : Enquête IDE/IPF 2011/2012/2014, BCM/INSTAT et CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2014.

Selon le rapport du CNUCED en 2014, l'investissement étranger direct (IED) mondial est reparti à la hausse pour s'élever à 1 452 milliards de dollars en 2013. Toutes les grandes catégories de pays, notamment les pays développés, en développement et en transition ont enregistré des hausses. En effet, le stock mondial d'IDE a aussi augmenté de 9 pour cent, pour se situer à 25 500 milliards de dollars. Cette hausse des flux d'IDE est due essentiellement à la reprise économique. Selon ce même rapport, les flux entrants d'IDE dans les pays en développement s'élève à 778 milliards de dollars, soit 54 % du total mondial. La part d'IDE de Madagascar du total des Pays en développement ne représente toujours que 0,1 pour cent. A remarquer que l'Asie reste la région en développement recevant le plus d'investissements, nettement devant l'UE, qui attire habituellement la plus grande part de l'IDE mondial.

Nous pouvons déduire que la potentialité, en matière de ressources industrielles susceptible d'être exploitées, de Madagascar est très faible par rapport aux flux d'IDE entrants qui les exploitent.

Après avoir concevoir les flux d'IDE entrants à Madagascar, voyons maintenant les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers pour nous guider à y analyser l'emploi.

2.2.1- Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers.

Il est question, dans cette section, d'appréhender l'apport des entreprises à capitaux étrangers dans l'économie malgache, particulièrement, en termes de valeur ajoutée, base du PIB, et en termes de création d'emploi entre les années 2009 et 2013.

Tableau 19: Chiffres d'affaires, Valeur ajoutée, emploi à Madagascar de 2009 à 2016.

Rubriques	Chiffre d'affaires (en milliards d'Ariary)					Valeur ajoutée (en milliards d'Ariary)				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Années										
Entreprise d'IPF	1.2	0.4	77.2	12.3	77.2	0.1	0	10.7	7.8	12.1
Entreprise d'IDE	3441	3748	3620	3980	4522.8	857	939	957	1050	916.9
Dont Entreprises										
Affiliées	369	540	429	625	624	132	190	201	254.6	311.0
Filiales	2520	2680	2600	2749.5	3440	523	556	538	562.3	484.0
Succursales	552	528	591	617.8	458.0	202	193	218	240.9	122.0
Ensemble	3442.2	3748.4	3697.2	3992.6	4600.0	857.1	939	968	1057.8	929.0

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

Tableau 20 : Emploi à Madagascar de 2009 à 2013

Rubriques	Emploi (Effectif)				
	2009	2010	2011	2012	2013
Entreprise d'IPF	143	36	1056	500	1276
Entreprise d'IDE	60057	62707	60104	63800	63864
Dont Entreprises					
Affiliées	13910	22907	10700	10500	11735
Filiales	32095	27693	36754	39000	39102
Succursales	14052	12107	12650	14800	13027
Ensemble	60200	62743	61160	64300	65140

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

Les emplois créés par les entreprises d'investissements directs ne sont pas des sous-emplois malgré les surexploitations des investisseurs⁴⁹.

Une analyse pourrait être déduite de ses résultats empiriques concernant l'étude de l'emploi à Madagascar.

Premièrement, la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants par rapport à ceux du monde est très faible et de l'ordre de 0,1% en moyenne durant la période de 2009 à 2013. Pour l'Afrique, ce taux est également faible. Alors que la part de ces catégories d'IDE dans la création de l'emploi durant ces années entoure 5%⁵⁰. Malgré le taux de croissance de la population active qui est chiffré de 2.5%⁵¹ entre cette période, la croissance de la productivité au sein de ces entreprises⁵², et en tenant compte du modèle d'Okun Arthur, nous pouvons conclure en partie qu'une fois ce taux d'IDE entrants est multipliée, les chômeurs malgaches en situation de sous-emploi seront absorbés par l'économie.

Jusqu'ici, nous avons vu tous les opportunités qu'occasionnent les IDE apportés par l'ouverture. Mais dans la présente section, nous analysons les atouts et les handicaps de Madagascar empêchant la floraison de ces IDE et donc l'importance du point non voulu que nous obligent l'ouverture économique de faire prendre part.

⁴⁹ Banque Centrale de Madagascar, études sur les investissements directs à Madagascar, pg. 23

⁵⁰ Rapport entre les valeurs dans les tableaux ...

⁵¹ Calcul fait à l'aide des tableaux

⁵² Calcul fait à l'aide des tableaux

2.2.2- Atouts et handicaps de Madagascar.

L'indicateur à suivre dans ce paragraphe est dénommé « le solde d'opinion ». C'est afin de mieux synthétiser les opinions des dirigeants des entreprises malgaches à investissements directs étrangers sur les questions de l'environnement des affaires à Madagascar. Après la collecte des données, plusieurs facteurs ne permettent pas d'avoir un environnement des affaires sereines à Madagascar. Selon les opinions des dirigeants des entreprises à investissements directs étrangers, depuis l'année 2011, sur dix facteurs proposés, seuls quatre se sont soldés avec un bilan positif. Il s'agit du « *Coût de la main d'œuvre* », de « *l'infrastructure de télécommunication* », des « caractéristiques du marché » tel que la disponibilité de main d'œuvre qualifiée et la flexibilité des horaires de travail, et de la disponibilité de fournisseurs locaux.

Tableau 21: Solde d'opinion des dirigeants sur quelques facteurs pour la période 2011, 2012, 2013.

Rubriques (%)	2011	2012	2013
Coût de la main d'œuvre	155	135	190
Caractéristiques du marché	43	39	53
Fiscalité	-149	-124	-179
Accès au financement	-150	-107	-126
Droit des affaires	-61	-54	-86
Infrastructure de transport	-159	-125	-166
Infrastructure de télécommunication	69	50	55
Stabilité politique	-307	-250	-254
Coûts des matières premières	-41	-33	-22
Disponibilités des fournisseurs locaux	9	11	16
Somme en (%)	-591	-458	-515

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

L'indicateur à suivre dans ce paragraphe est dénommé « le solde d'opinion ». C'est afin de mieux synthétiser les opinions des dirigeants des entreprises malgaches à investissements directs étrangers sur les questions de l'environnement des affaires à Madagascar.

Interprétons ce tableau en utilisant une lunette conforme à nos analyses théoriques le long de cette présente étude (paradigme OLI).

Si nous exerçons une analyse de ce tableau, nous aboutissons au résultat suivant :

-les signes négatifs signifient que la rubrique relative agit positivement à la floraison des investissements directs à Madagascar c'est-à-dire à l'implantation des firmes multinationales à Madagascar. Ces rubriques influencent lourdement à l'empêchement de cette implantation comme nous les trouvent dans ce tableau.

-la somme des rubriques essentielles dans cet avènement d'IDE est largement soldée négativement, de l'ordre de 500%.

- sur dix facteurs proposés, seuls quatre se sont soldés avec un bilan positif. Il s'agit du « *Coût de la main d'œuvre* », de « *l'infrastructure de télécommunication* », des « caractéristiques du marché » tel que la disponibilité de main d'œuvre qualifié et la flexibilité des horaires de travail, et de la disponibilité de fournisseurs locaux.

- les six autres facteurs sont donc négatifs. Alors que d'après le paradigme OLI dont nous avons vu dans la partie théorique, le non acquisition des avantages spécifiques par rapport à ces facteurs obligent les investisseurs de remplacer l'implantation par des exportations.

En outre, Madagascar depuis les années 80 pratique une barrière tarifaire presque nulle.

Il s'avère alors normal si l'implantation des entreprises des investissements directes étrangers demeure jusqu'à maintenant dans son état embryologique.

3) Impacts de cette ouverture sur le monde travail dans les régions de Madagascar.

Cette section est alors le constat de tous les apports dont nous avons élaboré le long de cette étude.

Ces analyses nous ont montré que, l'entrée très tôt de Madagascar dans cette ouverture économique entraîne progressivement la détérioration de son économie. Nous pouvons citer : la détérioration progressive de sa balance extérieure (cf. Tableau 16), l'exacerbation de sous-emplois illustrée par le tableau suivant.

Tableau 22: Situation des emplois inadéquats par région et situation du sous-emploi lié à la durée du travail par région à Madagascar de 2010 à 2012.

Rubriques	Emplois inadéquats		Sous-emplois liés à la durée du travail	
	2010	2012	2010	2012
Années	2010	2012	2010	2012
Analamanga	40,2	67,3	19,5	11,0
Vakinankaratra	44,8	89,8	29,7	21,5
Itasy	56,4	85,3	30,1	5,6
Bongolava	33,5	81,3	33,7	11,5
Haute Matsiatra	45,9	87,5	33,9	5,5
Amoron'i Mania	43,5	87,1	25,4	10,8
Vatovavy Fitovinany	68,6	91,0	29,9	9,0
Ihorombe	35,9	81,0	26,8	7,6
Atsimo Atsinanana	50,0	86,3	19,2	9,3
Atsinanana	32,8	80,2	17,1	8,3
Analanjirofo	31,2	78,0	29,9	7,7
Alaotra Mangoro	43,5	80,4	49,2	8,7
Boeny	36,9	79,9	20,5	6,4
Sofia	36,5	86,5	29,7	13,5
Betsiboka	51,1	83,9	30,7	21,5
Melaky	34,9	85,5	16,3	2,0
Atsimo Andrefana	57,1	76,8	15,7	8,8
Androy	64,3	89,6	38,3	4,0
Anosy	33,0	78,9	29,6	8,9
Menabe	36,4	76,4	22,0	22,4
Diana	32,9	68,3	25,4	4,8
SAVA	28,6	81,1	45,0	12,2
Madagascar	42,2	81,2	25,5	10,6

Source : INSTAT/DSM/EPM 2010, ENEMPSI 2012

Enfin, nous pouvons établir le bilan ci-après.

Madagascar, compte tenu de ses abondances naturelles, ne peut pas saisir les opportunités qu'offrent l'ouverture extérieure et la libéralisation. De surcroît, cette ouverture lui provoque la détérioration de ses emplois car les écarts des avantages générés par cette ouverture entre les pays en développement et les pays développés ne cessent d'augmenter menant une large marge de manœuvre pour ces derniers.

CONCLUSION.

La question soulevée par cette étude était de savoir si les relations économiques qu'entretiennent Madagascar avec le reste du monde a promu son secteur industriel tant sur le plan marché du travail que dans sa contribution dans la croissance économique. Cette étude a voulu donc révéler un bilan de l'entrée en scène du pays dans l'ouverture économique et dans la libéralisation.

La relation ouverture économique et emploi est intéressante à analyser empiriquement puisque les études théoriques n'arrivent pas à un consensus, tandis que les études empiriques arrivent toutes à trouver un effet significatif.

La réponse à cette question peut également avoir des implications importantes au niveau des décisions politiques qui sont prises concernant la libéralisation commerciale.

La nouvelle théorie de croissance suggère que le commerce international, ainsi que les IDE, permettent le transfert et le développement de la technologie, et conséquemment, la croissance de l'économie sera stimulée. Quant à la nouvelle théorie du commerce international, elle démontre que l'ouverture permet d'augmenter les importations domestiques de biens et services qui incluent des nouvelles technologies. Grâce à l'apprentissage par la pratique et le transfert de technologies, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficiente, sa productivité augmente et l'augmentation de cette échelle de production accapare plusieurs chômeurs en état de sous-emploi. Nous nous entendons alors que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celles plus protectionnistes. Dans ces optiques les gouvernements et les organisations internationales ont donc des raisons d'encourager et d'amorcer des politiques de libéralisation des échanges commerciaux. Cependant, ces politiques doivent différer selon le stade de développement du pays, car des politiques accès sur une ouverture immédiate pourraient s'avérer inefficaces si elles sont réalisées à un stade prématuré de développement du pays.

La méthode employée pour mener notre analyse confronte assez d'études empiriques et économétriques. Il a fallu au préalable déterminer le lien de causalité entre l'exportation et la croissance du PIB et celui entre le secteur industriel et la croissance économique. Nous avons choisi l'exportation et l'IDE (forme la plus importante de l'internationalisation du capital) car ils sont les deux modalités particulières de l'ouverture économique. Pour ce faire, nous parvenons à dégager qu'il existe un lien de causalité bidirectionnelle entre le secteur

industriel et la croissance économique à Madagascar si le résultat entre la croissance et l'exportation n'est pas validé. Ensuite, en supposant que cette relation obtenue est linéaire, nous avons vérifié la validité du modèle d'Okun Arthur stipulant la relation de linéarité entre le chômage et la croissance économique. Ce qui se solde par la liaison entre le secteur industriel et l'emploi à Madagascar.

Enfin, nous avons vérifié à l'aide de la comparaison avec deux pays émergents que l'état embryologique du secteur de fabrication à Madagascar a provoqué le sous-emploi flagrant dans ce pays.

Les résultats obtenus dans cette étude permettent d'avancer l'idée selon laquelle l'ouverture de Madagascar est très tôt pour être entreprise à cause des raisons suivantes parmi tant d'autres ; les entreprises nationales n'étaient pas encore à leur stade de maturité entraînant la main mise sur elles par des entreprises étrangères ; l'instabilité socio-politique devient un phénomène chronique, laquelle est un facteur décourageant l'avènement des IDE ; les contraintes d'offre en matière d'exportation persistent jusqu'à nos jours, l'importation demeure toujours incompressible à Madagascar.

Devant ces observations, il est nécessaire que les politiques de libéralisation soient adaptées à chaque pays, dépendamment des caractéristiques et particularités de leurs économies. Avant d'entreprendre des politiques de libéralisation trop ambitieuses, un pays en développement, enclavés ou non, se doit en premier lieu tenter d'instaurer une stabilité relative, que ce soit au niveau économique, politique, social et légal. De nombreux efforts doivent être initiés, tant par les gouvernements africains et la communauté internationale, afin d'améliorer leur efficacité économique.

LISTES DES ANNEXES :

ANNEXES. 1 Statistiques des variables utilisées dans notre modèle à correction d'erreur

	LPIBR	LPIBRI
Mean	6,013369	3,894591
Median	5,93982	3,836705
Maximum	6,435644	4,272146
Minimum	5,800139	3,519998
Std, Dev,	0,206034	0,189713
Skewness	0,882469	0,39734
Kurtosis	2,377098	2,512967
Jarque-Bera	6,276231	1,556454
Observations	43	43

ANNEXES 2 : RESULTAT DES TESTS DE COINTEGRATION DE JOHANSEN

Date: 12/03/13 Time: 11:07

Sample: 1970 2012

Included observations: 41

Series: LPIBRI LPIBR

Exogenous series: DUMMY_INSTAB

Warning: Rank Test critical values derived assuming no exogenous series

Lags interval: 1 to 1

Selected (0.05 level*) Number of Cointegrating Relations by Model

Data Trend:	None	None	Linear	Linear	Quadratic
Test Type	No Intercept	Intercept	Intercept	Intercept	Intercept
	No Trend	No Trend	No Trend	Trend	Trend
Trace	2	1	0	1	0
Max-Eig	2	1	0	0	1

*Critical values based on MacKinnon-Haug-Michelis (1999)

Information Criteria by Rank and Model

Data Trend:	None	None	Linear	Linear	Quadratic
Rank or	No Intercept	Intercept	Intercept	Intercept	Intercept
No. of CEs	No Trend	No Trend	No Trend	Trend	Trend

Log Likelihood by Rank (rows) and Model (columns)

0	142.7923	142.7923	152.1558	152.1558	156.3272
1	153.471	155.323	156.337	161.831	165.055
	9	6	1	5	7
2	156.616	159.431	159.431	165.107	165.107
	8	9	9	1	1

Akaike Information Criteria by Rank (rows) and Model (columns)

0	-6.770357	-6.770357	-7.129552	-7.129552	-7.235473
1	-7.096192	-7.466133-	-7.138397	-7.357635	7.137737
2	-7.054480	-7.094240	-7.094240	-7.273519	-7.273519

Schwarz Criteria by Rank (rows) and Model (columns)

0	-6.603179	-6.603179	-6.878785	-6.878785	-6.901118
1	-6.761837	-6.964600-	-6.720453	-6.897896	6.761587
2	-6.552947	-6.509118	-6.509118	-6.604808	-6.604808

Bibliographies :

Alejandro Diaz , Mexico's industrial engine of growth : cointegration and causality, in Momento Economica, Num 126, p34-41, March-April 2003.

CNUCED, Rapport sur le développement économique en Afrique : Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial. Nations Unies New York et Genève, 2011.

Kaldor, Naudet, Causes of the Slow Rate of Economic Growth of the United Kingdom, Cambridge University Press: Cambridge, 1966

Kaldor, Naudet, Strategic Factors in Economic Development, New York State School of Industrial and Labour Relations, Cornell University: Ithaca NY, 1967.

Okun's law : fit at 50 , L. Ball, D. Leigh, P. Loungani, J. Polak annual research conference, 8-9 november 2012, IMF.

INSTAT/DSM: "Enquête Périodique auprès des Ménages de 2005: Rapport Principal", INSTAT - USAID, Juin 2006.

INSTAT/DSM: "Enquête Nationale sur le Travail des Enfants de 2007 : Rapport Principal", INSTAT - IPEC/BIT, 2008.

INSTAT/DSY: "Tableau de Bord de l'Economie de Madagascar", INSTAT, Juillet 2012.

Minten B., Randrianarisoa J.C. et Randrianarison L. "Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar", Novembre 2003, USAID-Cornell-INSTAT-FOFIFA. Gene N.Grossman et Elhanan Helpman, « Innovation and Growth in the global Economy », MIT press books, édition 1, juin, 1993

Webographies.

<http://www.ilo.org>

<http://www.imf.org>

<http://www.insee.fr>

<http://www.instat.mg>

<http://www.quebecoislibre.org/>

TABLE DE MATIERES

REMERCIEMENTS.....	I
LISTE DES ACRONYMES ET DES ABREVIATIONS.....	II
LISTE DES TABLEAUX IV	
LISTE DES FIGURES.....	VI
SOMMAIRE.....	VII
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I- Cadres théoriques et présentation du cadre de l'étude.....	3
Chapitre I- Approches multiples de l'ouverture économique.....	3
1- Définitions.....	3
2- Revue de la littérature sur l'ouverture économique.....	3
2.1-Approches traditionnelles de l'ouverture économique.....	4
2.2-Approches nouvelles de l'ouverture économique.....	4
3- Origines et enjeux de l'ouverture économique.....	5
4- Aspects de l'ouverture économique	7
Chapitre 2- Approches sur le marché du travail.....	9
1. Les modèles théoriques de base.....	9
1.1- L'analyse néoclassique du marché du travail.....	9
1.2- Macroéconomie du marché du travail.....	9
1.3- La nouvelle microéconomie du marché du travail.....	10
1.4- Théories récentes du marché du travail.....	11
1.5- La mesure du chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT).....	12
2. Place de l'industrialisation sur le marché du travail.....	13
3. Industrialisation, la croissance économique et le taux de croissance de l'emploi.....	14
4. Les imperfections sur le marché du travail.....	17



5.	Relation entre ouverture économique et le marché du travail.....	17
Partie II- EFFETS DE L'OUVERTURE DE L'ECONOMIE SUR LES EMPLOIS A		
MADAGASCAR.....		
	Chapitre 1- Présentation de Madagascar.....	18
1.	Historique et Géographique1.....	18
2.	Economique et Politique1.....	18
3.	Politique économique générale.....	21
4.	Structure sociale et du travail.....	21
Chapitre 2- Quelques chiffres sur la mondialisation économique dans quelques Pays En développement.....		
1)	Aperçu général de l'internationalisation des échanges et de la production en Afrique.....	23
1.1.	Croissances économiques et ratio d'ouverture des quelques pays africains.....	23
1.2	Relations entre croissance économique et exportations à Madagascar et en Afrique.....	27
1.3	Relation entre la croissance économique et la performance industrielle en Madagascar et en Afrique.....	28
2)	Madagascar face à la mondialisation.....	32
2.1-	L'impact des facteurs structurels sur les caractéristiques de la mondialisation en termes d'échanges commerciaux.....	32
2.2-	La relation entre exportations et croissance économique.....	35
2.2.1-	Le test de stationnarité du PIB et de l'exportation.....	36
2.2.2-	Le test de cointégration du PIB et de l'exportation.....	36
2.2.3-	La relation de causalité entre le PIB et l'exportation.....	37
2.3-	Impact du phénomène de la mondialisation sur le secteur industriel.....	38
2.3.1-	Les atouts et les faiblesses du secteur industriel.....	38
2.3.2-	L'impact favorable de la libéralisation pour le secteur industriel.....	39
2.3.2.1-	Test de Cointégration de Johansen.....	41
2.3.2.2-	Test de causalité de GRANGER.....	42
Chapitre III- Relation entre ouverture économique de Madagascar et son marché du travail.....		
1)	Relations entre le chômage, la croissance économique et la population active à Madagascar.....	43
1.1-	Liaison entre le chômage et la croissance économique.....	43

1.2- Relation entre la croissance économique, la croissance de la population active et le chômage.....	45
2) Analyse de l'évolution du secteur promoteur du travail dans les villes de Madagascar.....	47
2.1- Relation entre les secteurs d'activités économiques et l'emploi à Madagascar.....	47
2.2- Analyse des Investissements Directs étrangers à Madagascar.....	50
2.2.1- Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étranger.....	52
3) Impacts de cette ouverture sur le monde travail dans les régions de Madagascar.....	55
CONCLUSION.....	57
ANNEXES.....	VIII
BIBLIOGRAPHIES.....	IX

Auteur: MANOVASOA Christophe Ezéchiél

Titre : Ouverture économique exogène et problèmes de l'emploi dans les milieux urbains de Madagascar.

Nombre de pages : 58 **Tableaux** : 21 **Figures** : 5 **Annexes** : 2

Résumé :

Selon des théories économiques, lesquelles sont empiriquement vérifiées par le cas des pays nouvellement industrialisés, nous retenons l'idée suivant laquelle le stade de développement doit passer primordialement par un taux élevé de la croissance économique. Cette croissance doit provenir au préalable, surtout pour les pays en retard, du secteur de fabrication, et ce dernier doit être une piste pour résorber le chômage. Pour Madagascar, au cours des longues années les taux de la population active affectées au secteur secondaire tournent autour de 4% si le PIB provenant de ce secteur n'éloigne pas du 13%. Cependant, le contexte économique actuel ne permet pas à tous les pays du monde de vivre en autarcie, entraînant de ce fait de se mettre sur la scène de l'ouverture économique et de la mondialisation. Malgré les opportunités qu'offrent l'ouverture, la plupart des pays en développement comme Madagascar ne parvient pas à la saisir et ne confrontent que ces contraintes selon des littératures théoriques voire empiriques. Pour cela, ces contraintes se voient à travers la détérioration du commerce extérieur et l'aggravation de la situation du secteur de fabrication, laquelle mène à la montée du sous-emploi à Madagascar. Ce qui y implique l'exacerbation du problème de l'emploi.

Mots-clés : secteur industriel, contraintes, loi d'Arthur Okun, loi de Kaldor.

Encadreur : MAHAVELO Justine Gentilini

Maitres de conférences, Département économie

Adresse de l'auteur : Logt 408 building B cité Ambodin'Isotry, Antananarivo.

Adresse e-mail : mchristopheezechiél@gmail.com